



PRS

INFORMATION

13 octobre 1973
numéro 45

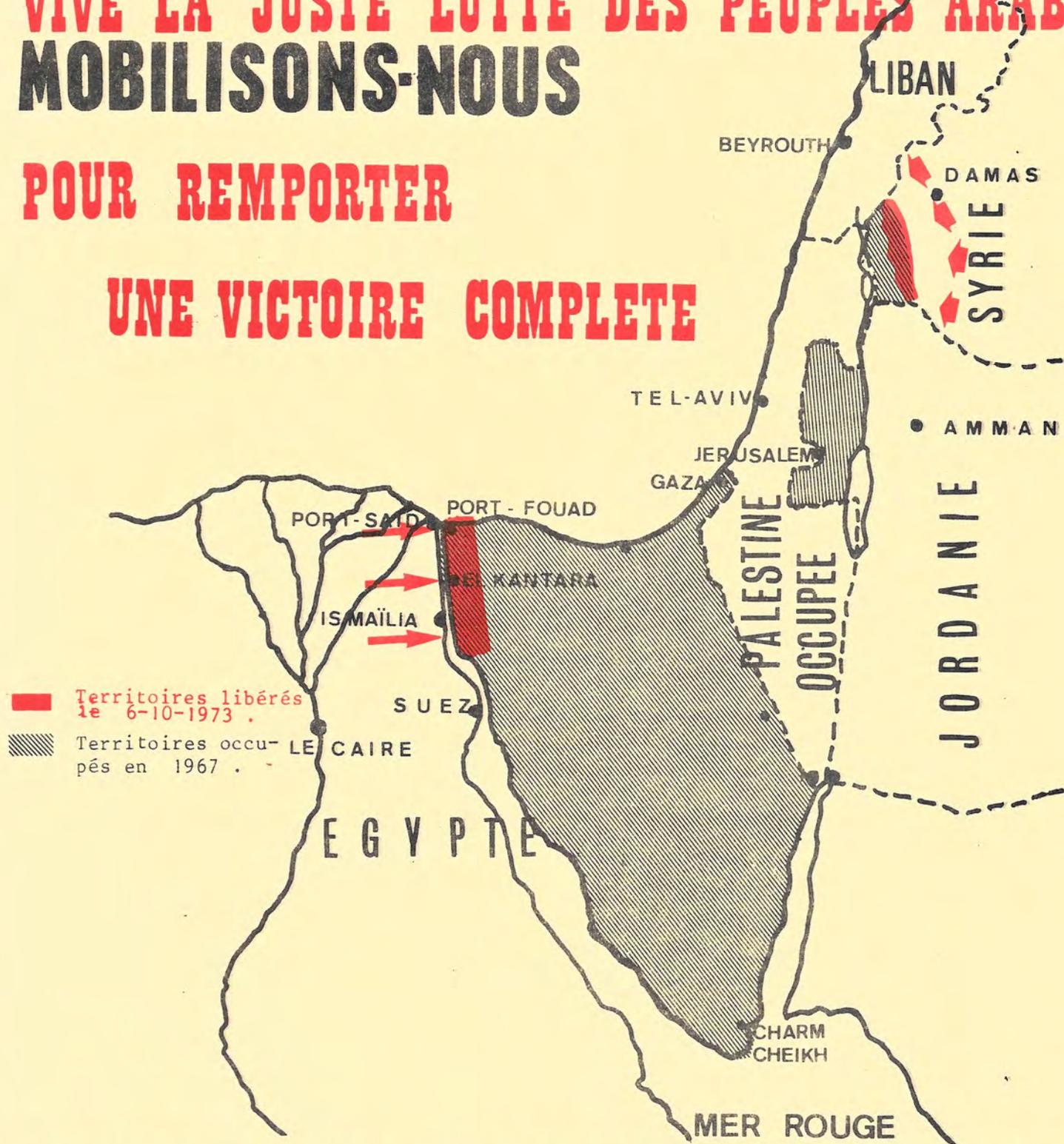
SPECIAL MOYEN-ORIENT

VIVE LA JUSTE LUTTE DES PEUPLES ARABES

MOBILISONS-NOUS

POUR REMPORTE

UNE VICTOIRE COMPLETE



 Territoires libérés
le 6-10-1973.

 Territoires occupés en 1967.

NOUVELLES ET INFORMATIONS D'ALGERIE

VIVE LA JUSTE LUTTE DES PEUPLES ARABES
MOBILISONS NOUS POUR REMPORTEUR UNE VICTOIRE TOTALE

Après six ans de cessez-le-feu, la guerre a repris au Moyen-Orient. L'armée égyptienne a franchi le Canal de Suez, en libérant la rive orientale tenue depuis 1967 par les agresseurs israéliens. Au même moment, les blindés syriens appuyés par l'aviation traversaient les lignes de cessez-le-feu dans le Golan. Après une semaine de combats acharnés, les armées arabes ont réussi à maintenir leurs positions malgré les violentes contre offensives de l'ennemi.

La presse occidentale, les hommes politiques pro-sionistes, les gouvernements impérialistes manifestent leur étonnement devant ce qu'ils appellent l'agression arabe et multiplient les déclarations défavorables aux Arabes en vue de les discréditer aux yeux de l'opinion internationale. Nous soulignerons quant à nous que ceux qui se prétendent surpris par cette quatrième guerre israélo-arabe, sont, soit les gens qui approuvent la politique des "faits accomplis" de Moshé Dayan et qui trouvent normal que l'état sioniste annexe des territoires arabes, (et anormal que ces derniers cherchent à les libérer), soit les gens (et ce sont parfois les mêmes) dont le racisme anti-arabe est tellement profond qu'ils ne peuvent imaginer, ne fût-ce qu'un instant, que les armées égyptiennes et syriennes puissent reprendre l'initiative face à celle d'Israël.

La vérité, c'est que la nouvelle guerre du Moyen Orient ne peut pas constituer une surprise, car elle est inscrite dans la logique même de l'agression impérialo-sioniste qui, depuis plus d'un demi siècle, cherche à établir dans cette région une tête de pont de l'impérialisme au milieu des pays arabes, et qui a réussi à coloniser la Palestine au bénéfice d'immigrants juifs, et au détriment du peuple palestinien chassé de sa patrie depuis plus de 25 ans : LE DROIT DU PEUPLE PALESTINIEN A LIBERER SON TERRITOIRE NATIONAL EST UN DROIT INALIENABLE ET LE DEVOIR DES PEUPLES ARABES EST DE LUI APPORTER UN SOUTIEN RESOLU.

La guerre déclenchée le 6 octobre 1973 est aussi la conséquence de la politique de provocations et de force du gouvernement sioniste face aux Etats arabes. A la suite d'une agression caractérisée le 5 juin 1967, les sionistes sont parvenus à occuper de larges territoires arabes : le Sinaï, les hauteurs du Golan, la Cisjordanie. La guerre des six jours avait pris fin par un cessez-le-feu déshonorant imposé par les deux grands. L'O.N.U. dans sa fameuse résolution n° 242 s'était prononcé en faveur de la restitution aux Arabes des territoires occupés. Mais, aux efforts des dirigeants arabes, en vue d'obtenir cette restitution par une voie pacifique, Israël a répondu par des humiliations, des agressions et une politique arrogante d'annexion et de colonisation. On en donnera comme preuve que l'exploitation du pétrole du Sinaï qui couvre la quasi totalité des besoins, leur permettant de réaliser une économie de 100 000 dollars par jour, l'utilisation de la main d'oeuvre des territoires occupés en Israël, l'installation d'une cinquantaine de colonies israéliennes en Cisjordanie ou dans le Golan, la confiscation des terres appartenant aux Arabes (125000 ha pour la seule ville de Bethléem), l'annexion de Jérusalem et des principales villes occupées, la déportation de populations pour faire place aux nouveaux émigrants juifs, etc ...

En fait, ceux qui parmi les Arabes, pensaient parvenir à un accord honorable avec l'état juif, ne tenaient pas compte de la véritable nature de cet état : COLONIAL, BASTION AVANCE DE L'IMPERIALISME, RACISTE ET MILITARISTE fabriqué de toutes pièces, et dont la cohésion interne n'existe que par rapport au "danger arabe". La politique pacifiste (et quelquefois franchement capitulationniste) de dirigeants arabes soucieux de ménager les intérêts impérialistes auxquels ils se trouvent liés, a eu pour effet d'encourager les menées provocatrices des israéliens qui, après trois victoires éclairs sur des armées arabes pas très décidées à se battre, se croient invincibles.

Leur mépris envers les Arabes s'est donc traduit par une intransigeance hautaine et la multiplication de coups de main de plus en plus audacieux en territoire arabe. On pourrait citer, entre autres, la destruction de l'aéroport de Beyrouth, les bombardements de la banlieue du Caire, les attaques de commandos dans les rues de la capitale libanaise en vue d'assassiner des dirigeants palestiniens, la destruction en vol d'un boeing lybien, le détournement d'une caravelle libanaise sur Tel-Aviv, auxquels il convient d'ajouter la répression quotidienne contre les habitants des territoires occupés. Toutes les actions israéliennes, même les plus ignobles, étaient considérées comme normales par une opinion internationale conditionnée par la propagande sioniste.

La situation dite de "ni guerre ni paix" fut à l'origine d'un mécontentement profond au sein des masses arabes, notamment chez les Egyptiens qui acceptaient mal la passivité des dirigeants face aux provocations sionistes. Des manifestations d'ouvriers, d'étudiants ont fini par créer une menace pour la stabilité du régime qui n'a en fin de compte déclenché les hostilités le 6 octobre que parce qu'il n'avait plus aucune autre issue. *"Toutes les portes que j'ai ouvertes m'ont été claquées au visage par Israël avec la bénédiction américaine. La situation est devenue claire, et il me semble que le moment de l'affrontement est à présent inéluctable."* (Anouar El Sadate).

La nouvelle guerre du Moyen Orient est donc d'une part la conséquence de l'intransigeance des dirigeants israéliens qui refusent de rendre les territoires occupés, et, d'autre part, elle est le résultat d'une pression accrue des masses arabes sur leurs dirigeants. Ce dernier élément est principal. Il doit déterminer notre position de soutien total et de solidarité avec la lutte des peuples arabes qui est juste et légitime et qui doit se fixer un double objectif : LA LIBERATION DES TERRITOIRES OCCUPES ET LA REINTEGRATION DES PALESTINIENS DANS LEUR PATRIE.

QUELS SONT LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS ?

1) Les Arabes ont réussi, de l'avis de tous les observateurs, à marquer des points qui éclairent d'un jour nouveau le conflit israélo-arabe. Non seulement ils ont enfoncé les défenses ennemies, mais ils ont pu conserver les positions acquises (et même les consolider), malgré une contre offensive acharnée des troupes sionistes. C'est là un fait nouveau. Pour la première fois Israël ne peut pratiquer la guerre éclair. Les déclarations vengeresses les communiqués triomphalistes des généraux israéliens prédisant une déroute sans précédent des armées arabes, ont d'ailleurs rapidement cédé la place à des constats plus réalistes. Ainsi, pour le chef d'état major israélien, *"la guerre sera longue et difficile."* L'inquiétude perce dans le camp israélien et les dirigeants ont du mal à la contenir, malgré leurs déclarations rassurantes sur une prétendue victoire au Golan.

2) Cette capacité de résistance des Arabes, malgré le caractère volontairement limité de leurs objectifs et la non participation aux opérations des Jordaniens a eu un effet psychologique extraordinaire sur les masses arabes qui s'aperçoivent qu'une victoire est possible et qui reprennent confiance en elles-mêmes. Il faut bien dire que le mépris affiché par la presse impérialiste pour les qualités guerrières des Egyptiens a trouvé un écho chez certains dirigeants arabes "éloignés du champ de bataille" qui rendaient les masses responsables d'une défaite due essentiellement au refus de leurs dirigeants de leur faire appel et à l'incapacité d'armées à l'encadrement corrompu à défendre le territoire national.

3) Le mythe de l'invincibilité de l'armée israélienne, de sa supériorité technique écrasante (qui fait parti de ses armes), s'est effondré et les israéliens sont en train de subir les pertes les plus lourdes de leur histoire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, ne pouvant vaincre sur le front, ils pratiquent une escalade au mépris des conventions internationales en bombardant des objectifs civils causant ainsi de nombreuses victimes (plus de 500 en Egypte). Ils emploient notamment des bombes au napalm et utilisent des objets piégés qu'ils larguent sur le territoire égyptien pour provoquer davantage de victimes dans la population et créer ainsi un climat de panique

4) Les dirigeants arabes, quant à eux, bien qu'ils aient engagé des forces importantes dans le conflit, ne semblent pas disposés pour le moment à dépasser les objectifs limités du début : *"Nous cesserons les combats quand nous aurons récupéré tous nos territoires pris par Israël en 1967. Nous ne cherchons pas à en conquérir d'autres L'Egypte veut la paix, mais pas une paix avec l'occupation."* (Zayyat, ministre des affaires étrangères égyptien). Par ailleurs, ils ne semblent pas disposés à porter la guerre à l'intérieur des frontières d'Israël : *"Nous n'irons pas tirer sur les israéliens chez eux."*

D'un autre côté, la guerre a été engagée avec des moyens d'une haute technicité qui nécessitent des troupes entraînées et du matériel moderne. Il ne semble pas pour le moment que l'on envisage d'autres formes de lutte qui permettraient la participation des masses elles-mêmes. Ces dernières font cependant preuve, comme en témoignent les observateurs, d'une grande détermination, d'une discipline à toutes épreuves sous les bombardements et d'une maturité politique certaine.

COMMENT LA SITUATION POURRAIT-ELLE EVOLUER ?

En l'état actuel des informations, nous en sommes réduits à des hypothèses. Nous pouvons cependant dégager les quatre points suivants :

1) plus la guerre se prolongera, plus cela servira les intérêts des Arabes car Israël ne peut faire face à une guerre prolongée.

2) plus la solidarité arabe se manifestera par autre chose que des mots, plus la perspective d'une victoire totale se précisera.

3) plus la guerre se radicalisera, c'est-à-dire évoluera vers un engagement plus résolu et une participation plus large des masses, et plus les risques de défaite pour Israël seront plus grands.

4) plus les masses seront effectivement engagées, moins les dirigeants seront tentés par des solutions sacrifiant les intérêts des peuples arabes et du peuple palestinien en particulier.

Il y a donc une dynamique de la guerre qui tend à transformer la situation du début et à créer des conditions nouvelles qui peuvent être le

point de départ de changements importants et de développement des processus révolutionnaires.

Examinons maintenant les différentes possibilités d'évolution :

1ère hypothèse : les Arabes maintiennent leurs positions malgré les contre offensives des sionistes qui seront ainsi forcés de généraliser le conflit pour évoluer vers une guerre totale et un engagement plus direct des Américains qui apportent déjà une aide massive aux Israéliens. Dans ce cas, les Arabes seront contraints, soit de reculer et cela dans des conditions catastrophiques pour eux d'autant plus que les Israéliens pourraient en profiter pour occuper de nouveaux territoires, soit de s'engager davantage et de radicaliser la guerre :

- en dépassant la guerre des spécialistes ;
- en mobilisant les masses, seul moyen pour poursuivre l'effort de guerre ;
- en portant la guerre sur le territoire israélien ;
- en faisant appel aux Arabes des régions occupées pour qu'ils se lancent dans la résistance ;
- en permettant aux organisations palestiniennes de participer pleinement aux combats ;
- en exigeant un engagement des Jordaniens dont une partie du territoire est toujours occupée ;
- en obtenant, sous la pression populaire, la rupture des liens économiques qui unissent de nombreux états Arabes aux Américains.

2ème hypothèse : les grandes puissances estimant la situation trop dangereuse, imposent un cessez-le-feu sur de nouvelles lignes. Dès ce moment l'honneur étant sauf, des négociations pourraient s'engager et déboucher sur une solution. Cette solution entérinerait définitivement l'existence de l'Etat d'Israël et sacrifierait les intérêts du peuple palestinien. La demi victoire des Arabes, exploitée habilement, permettrait aux dirigeants de stabiliser les luttes de classes pour un temps dans cette région. Les deux grands pourraient alors continuer leurs manipulations en se partageant les zones d'influence. Le prix de cette solution serait évidemment la réouverture du Canal de Suez.

Mais, dans ce cas, il faudra compter avec la résistance palestinienne qui, bien qu'ayant subi de nombreuses tentatives de liquidation, notamment de la part des Etats jordanien et libanais, est loin d'être liquidée. La cause palestinienne qui est une cause juste trouvera toujours des combattants. Une telle solution ne pourrait déboucher sur la paix. Elle aurait par contre le désavantage pour Israël d'entériner une demi défaite et un recul devant les Arabes, ce qui est pour lui un engrenage auquel il cherchera à échapper par tous les moyens.

3ème hypothèse : les Israéliens repoussent les Arabes jusqu'aux anciennes lignes de cessez-le-feu et même au-delà. Dans ces conditions, ce ne sera que partie remise et rien n'empêchera les Arabes de recommencer un peu plus tard.

NOS POSITIONS

En tant que révolutionnaires arabes, nous sommes tenus de prendre une position nette et claire. Lors de la guerre des six jours, notre position était de nous engager totalement dans la lutte tout en dénonçant les aspects démagogiques de la politique du pouvoir qui cherchait à utiliser la guerre

pour détourner l'attention des Algériens des problèmes intérieurs, sans pour autant apporter un soutien quelconque au pays du champ de bataille.

Nous avons manifesté en outre notre hostilité à la conclusion d'un cessez-le-feu désastreux pour les Arabes et préconisé le recours à une phase de guerre populaire, à l'exemple du Vietnam, seul moyen pour parvenir à vaincre l'impérialisme-sionisme.

Aujourd'hui, comme hier, nous devons nous engager résolument dans le combat, et travailler à ce que la mobilisation des masses algériennes soit effective, tout en développant notre point de vue, et en diffusant des mots d'ordre qui vont dans le sens d'une plus grande participation des peuples arabes à la lutte, car c'est pour nous la seule garantie pour remporter une victoire totale. C'est ainsi qu'il faut expliquer aux Algériens que la guerre doit rapidement dépasser les objectifs limités fixés au départ et se donner comme but à la fois la libération des territoires occupés, et l'élimination de la présence impérialo-sioniste dans les pays arabes. C'est en ce sens que nous :

REFUSONS TOUTE ISSUE QUI SACRIFIERAIT LES DROITS ET LES INTERETS DE NOS FRERES PALESTINIENS.

Le déclenchement de cette quatrième guerre au Moyen Orient est considérée par nous comme un fait positif, car il met un terme à une situation d'immobilisme et à une ligne capitulationniste devant les menées provocatrices des sionistes. Nous devons montrer que la guerre actuelle doit prendre un caractère populaire et se donner des moyens nouveaux qui permettraient la libération des initiatives des masses cantonnées, il faut le dire à présent dans un rôle de spectateurs. La dynamique de la situation actuelle, les moyens employés par l'ennemi qui prend pour cible les populations civiles dont il cherche à briser le moral, créent un terrain favorable pour le développement de la conscience politique des masses. La prolongation de la guerre permettra aux peuples arabes de savoir où sont leurs véritables amis, où sont leurs véritables ennemis.

Nous persistons, quant à nous, à croire que les ennemis n'existent pas seulement à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur. En tant que révolutionnaires arabes, nous devons aujourd'hui plus que jamais, dénoncer la situation scandaleuse et catastrophique qui existe dans nos pays et qui se manifeste par la misère, le chômage, l'ignorance, la répression policière pour les larges masses, et le luxe et la richesse pour une minorité de bourgeois agents et complices du pillage impérialiste et de l'exploitation capitaliste. C'est pourquoi, nous devons :

DEMASQUER LES TRAITRES A LA CAUSE ARABE ET DENONCER LES VALETS DE L'IMPERIALISME.

Tout démontre qu'actuellement, comme par le passé, les U.S.A. continuent d'apporter un soutien total sur le plan politique et une aide massive en armements, matériel et techniciens aux israéliens. Il est inadmissible dans ces conditions que ces mêmes U.S.A. continuent de piller en toute quiétude nos richesses naturelles, pétrole et gaz notamment, alors que leur politique vise à notre destruction. Il est intolérable que les mêmes dirigeants arabes qui envoient des troupes se battre et mourir sur le front, continuent à fournir aux américains ce qui est à la base de la puissance qu'ils retournent contre nous. C'est pourquoi nous devons exiger :

LA RUPTURE DE TOUS LES LIENS DIPLOMATIQUES, ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX AVEC LES U.S.A.

VIVE LA JUSTE LUTTE DES PEUPLES ARABES
MOBILISONS NOUS POUR REMPORTEUR UNE VICTOIRE TOTALE.

Le Parti de la Révolution Socialiste le 11 octobre 1973.

R E C I T

des SEPT PREMIERS JOURS

D E G U E R R E

La quatrième guerre israélo-arabe a commencé le samedi 6 octobre 1973 par de violents combats sur le Canal de Suez et le Plateau du Golan, entre les armées égyptiennes et syriennes d'une part, et les armées sionistes d'autre part.

Vers 13 heures, les armées égyptiennes lancent onze ponts mobiles sur le Canal de Suez, et, peu après, plus de 400 blindés débarquent sur la rive orientale, avec comme objectif la prise du col de Mitla qui commande le coeur de la Péninsule du Sinaï. Des commandos égyptiens sont parachutés derrière les lignes du cessez-le-feu de 1967 pour prendre à revers les troupes sionistes. Deux heures plus tard, le drapeau égyptien flotte sur la rive orientale et un flot ininterrompu d'hommes et de matériel traverse le Canal et s'enfonce dans le Sinaï.

A la même heure sur le front nord, les forces armées syriennes - blindés et infanterie - avec l'appui de leur aviation progressent dans le Golan occupé, s'emparant notamment des positions stratégiques du mont Hermon.

Parallèlement, les Palestiniens engagent des attaques intensives tout le long de la Marjayoun jusqu'à la frontière syrienne.

Toute ces opérations, rapidement engagées, **surprennent** les positions avancées de l'armée israélienne qui subissent de très lourdes pertes. L'aviation sioniste qui, habituellement, possède la maîtrise du ciel est dépêchée sur les lieux pour colmater les brèches. Elle se heurte à un barrage infranchissable de D.C.A. et de fusées SAM 2 et SAM 3 qui détruisent un grand nombre d'appareils.

Dans la soirée, Dayan reconnaît, dans un message télévisé que les forces sionistes ont subi des pertes et abandonné des positions, sur les deux fronts. Au cours de la nuit, les Egyptiens continuent à acheminer vers le front des hommes et des unités blindées et consolident leur contrôle sur la plus grande partie de la rive est du canal. Parallèlement, l'armée syrienne poursuit son avance dans le Golan et réussit à s'emparer de plusieurs postes fortifiés.

Un peu plus tard, des bâtiments de la marine syrienne livrent un combat acharné contre des vedettes israéliennes au large de Lattaquié, coulant quatre de ces vedettes.

De son côté, le commandement des forces armées révolutionnaires palestiniens lance un appel pour demander à *"toutes les unités combattantes se trouvant à l'intérieur des territoires occupés, de se mettre en mouvement pour accomplir leur devoir conformément à leurs objectifs."*

Les commandos palestiniens entreprennent d'importantes actions contre l'ennemi, comme en témoigne la destruction à Jérusalem, de l'émetteur radio en langue arabe, ainsi que de nombreuses embuscades le long de la frontière libanaise, dans le Golan, en Galilée et dans la vallée du Jourdain.

L'offensive victorieuse des armées arabes crée un affolement parmi la population israélienne, habituellement bercée par le mythe de l'invincibilité de son armée. Ce sentiment d'inquiétude atteint même le milieu des dirigeants sionistes, qui, le soir même, lancent un avertissement à Hussein pour qu'il ait *"assez de sagesse pour rester en dehors des hostilités."*

Dimanche 7 octobre 1973 : Durant toute la journée de dimanche, l'avance des armées égyptiennes et syriennes se poursuit sur les deux fronts avec de violents combats.

Dimanche matin, l'armée syrienne lance une nouvelle offensive générale sur le front nord et pénètre sur plusieurs kilomètres dans le secteur sud des hauteurs du Golan.

L'aviation israélienne tente de désorganiser le front, mais se heurte là aussi à une ligne de feu très violente qui lui fait perdre une dizaine d'avions.

Les généraux israéliens qui, pour la première fois, voient leur armée subir de nombreux revers face à des armées arabes, multiplient les communiqués mensongers,

comme par exemple l'annonce de la destruction de la "plupart des missiles Sol-Air". Cette déclaration est purement fantaisiste, car les rampes de lancement sont mobiles ce qui empêche leur localisation et leur destruction simultanées.

Sur la frontière libanaise les Palestiniens, en plus de leurs incursions répétées en territoire occupé, continuent de lancer des roquettes sur le kibboutz fortifiés. Dans un communiqué, l'O.L.P. lance un appel aux masses palestiniennes : "ouvriers, paysans, étudiants, fonctionnaires et commerçants et tous ceux qui s'attachent à la patrie : pour récupérer notre terre et nos droits légitimes, et permettre à notre peuple de définir lui-même son destin, nous vous appelons à vous insurger, à observer une grève générale, à boycotter les occupants, le travail aux champs et leurs établissements. Descendez dans la rue et paralysez les mouvements et les déplacements de leurs unités. Boycottez définitivement leurs usines et leurs établissements publics ..."

A ce sujet, le Figaro du 9 octobre signale : "le travail sur des milliers de chantiers de construction est interrompu. Pour la première fois, on ne voit pas d'arbres travailler sur ces chantiers."

D'autre part, s'adressant aux peuples arabes, le communiqué poursuit : "Demeurez vigilants aux côtés de nos valeureux combattants du Golan et du Sinaï ... Les circonstances exceptionnelles que nous vivons exigent que le pétrole arabe devienne une arme à la disposition de la bataille. Il faut arrêter sur le champ le pompage du pétrole qui représente un atout entre les mains de l'ennemi."

Sur le front sud, les Egyptiens continuent d'avancer et les unités blindées s'enfoncent dans le Sinaï infligeant de nouvelles pertes à l'armée israélienne, comme le souligne le communiqué n° 13 qui parle de 57 avions abattus et de 92 blindés détruits.

Les israéliens reconnaîtront le lendemain "qu'ils ont perdu dans la journée de dimanche plusieurs positions fortifiées le long du canal de Suez et ont battu en retraite sur une ligne de défense." Devant l'aggravation de la situation sur le terrain, le gouvernement israélien décide de lancer une contre offensive. On assiste alors à des fanfaronnades verbales de l'état major israélien qui ressemblent étrangement au bavardage creux de certains politiciens arabes en 1967. Le gouvernement sioniste parle ainsi de "châtier durement l'adversaire et de le rejeter au-delà des lignes du cessez-le-feu." Quant à Dayan, il affirmait avec son arrogance habituelle : "la bataille se décidera dans les prochains jours et s'achèvera par une défaite cinglante pour ceux qui se sont lancés dans cette aventure dangereuse." La plupart des organes d'information occidentaux qui n'ont jamais caché leur soutien aux sionistes, s'empresseront de faire écho aux déclarations israéliennes en les amplifiant et en les commentant abondamment. A les lire et à les entendre, Israël avait parlé, on pouvait rentrer chez soi et c'en était fini des pauvres égyptiens et syriens qui avaient osé irriter "l'invincible armée d'Israël".

Sur le plan international, la Chine "soutien résolument l'Egypte et la Syrie dans la résistance à l'agression militaire israélienne." Quant à l'U.R.S.S., elle condamne "la politique expansionniste pratiquée par les milieux dirigeants israéliens." Les Américains, de leur côté, lancent un appel à l'Egypte et à Israël pour le rétablissement d'un cessez-le-feu, et proposent de saisir le Conseil de Sécurité qui devra se réunir lundi après-midi.

Lundi 8 octobre 1973 : Dès lundi matin, les Israéliens lancent la contre offensive annoncée depuis 48 heures, après avoir mobilisé plus de 300 000 réservistes. Huit heures avant son déclenchement, certains journaux titraient déjà triomphalement sur plusieurs colonnes "violente contre attaque des forces israéliennes" et donnaient même des précisions sur des opérations qui n'avaient pas encore eu lieu. Ainsi, le Figaro titrait : "400 chars égyptiens isolés dans le Sinaï" et commentait déjà la future victoire israélienne en se référant complaisamment à 1967.

Tout au long de la journée, des informations délirantes, destinées semble-t-il, à soutenir le moral des troupes d'Israël à l'intérieur et à l'extérieur sont diffusées. On apprend ainsi que les Syriens "battent en retraite en désordre vers Damas" et que les Egyptiens sont acculés contre le canal, où toute possibilité de retraite leur est coupée puisque l'aviation ennemie affirme avoir détruit les ponts

jetés par les égyptiens sur le canal. L'état major sioniste affirme qu'il suffira de quelques heures pour "nettoyer" le Sinaï. Or, la vérité est toute différente. Malgré le véritable embargo sur l'information des grands monopoles de la presse, l'opinion mondiale finit par comprendre que la contre offensive israélienne a échoué.

(Signalons l'extrême modestie des radios arabes (et notamment le Caire) dont les communiqués se sont avérés finalement beaucoup plus proches de la réalité que les communiqués israéliens.)

L'avance des troupes égyptiennes se poursuit avec détermination tout le long de la rive orientale du canal qui est libérée sur une largeur de 15 à 20 km. Les renforts frais continuent d'être acheminés, ce qui prouve que les ponts jetés sur le canal existent toujours. Notons que dans la guerre du Sinaï qui met en oeuvre une puissance de feu extraordinaire, il est absolument essentiel que les lignes les plus avancées soient reliées à l'arrière par un réseau très dense qui permet l'acheminement des vivres et surtout des munitions. Cette considération explique la lenteur de la progression égyptienne et elle permet de supposer que la zone libérée est tenue solidement. Plusieurs villes du Sinaï sont libérées, notamment El Kantara. Des commandos détruisent les installations pétrolières du Sinaï qui sont aux mains des Israéliens. L'échec de la contre offensive israélienne sur le Sinaï devient évident lorsque ces derniers renoncent à attaquer le front égyptien et tentent de s'attaquer à des objectifs civils et économiques en territoire égyptien : la ville de Port Saïd et les faubourgs du Caire sont bombardés. On apprendra par la suite que ces bombardements ont fait des centaines de victimes. Là encore, les choses ne se passent pas comme prévu, la capacité de riposte des Egyptiens aux attaques aériennes des Israéliens n'est plus la même qu'en 1967 : les Israéliens subissent de lourdes pertes.

Dans le Golan, les troupes syriennes continuent d'avancer en infligeant de lourdes pertes à l'ennemi. Damas annonce la destruction de 30 avions, dont une dizaine de phantoms et la capture de nombreux pilotes qui sont montrés à la télévision.

Dans les territoires occupés, les commandos palestiniens harcèlent toujours les troupes sionistes et leurs actions, bien que de faible envergure, sont d'un grand apport pour les deux autres fronts.

Malgré l'échec de la contre offensive, le général Elazar, chef d'état major en brosse un tableau très optimiste et se permet des insolences dans le plus pur style des fanfaronnades saïgonnaises "*Nous leur briserons les os - dit-il en parlant des Syriens et des Egyptiens - ça prendra le temps que ça prendra et nous les poursuivrons jusqu'à la destruction totale du dispositif ennemi.*"

En fait, pendant que les télégrammes de victoire sionistes se succèdent, l'armée syrienne résiste farouchement aux assauts ennemis, malgré le bombardement intensif au napalm.

Tout au long de la journée de mardi, les journaux pro-sionistes continuent d'intoxiquer l'opinion en publiant des contre-vérité flagrantes. C'est ainsi que le Figaro titrera sur huit colonnes "*les israéliens franchissent le Canal de Suez*", et cela au moment même où les égyptiens détruisaient la brigade blindée israélienne 190, et son commandant Assaf Yagouri était fait prisonnier, ainsi que des dizaines de tankistes. Très tard, dans la soirée, l'optimisme délirant des israéliens fait place à de l'amertume.

Il semble, dès ce moment, que les autorités sionistes s'engagent dans le processus d'escalade (dont ils sont coutumiers). Ne pouvant vaincre dans le Sinaï contre des armées arabes dont il apparaissait de plus en plus qu'elles sont décidées non seulement à se battre, mais à gagner ; les généraux israéliens portent le gros de leurs troupes dans le Golan où la menace se précise et passe à la guerre totale, au mépris des conventions internationales. Ils lancent des actions de représailles et de commandos contre les populations civiles : Damas est bombardé par les phantoms israéliens ; une centaine de victimes parmi lesquels des membres du personnel diplomatique soviétique, des quartiers du centre sont détruits. Homs, une autre ville syrienne subit les assauts des sionistes. Ici, c'est la raffinerie qui est visée. Le Caire, à son tour, connaît de nouveaux bombardements.

Malgré cela, les Arabes continuent à renforcer leurs positions sur le front sud, et à contenir fermement l'offensive israélienne qui piétine.

Dans le nord, les Syriens réussissent une contre attaque des blindés qui aboutira à l'encerclement de Kuneitra.

Notons que l'Arabie Séoudite annonce qu' *"elle pourrait cesser ses livraisons de pétrole aux U.S.A. si le soutien de la cause arabe contre Israël l'exigeait."* Sur le plan international, la journée a été marquée par la demande des U.S.A., soutenues par la Grande Bretagne et l'Australie, d'un cessez-le-feu, mais sur les anciennes lignes de cessez-le-feu ; alors que la Chine, l'U.R.S.S et la France étaient favorables à un cessez-le-feu avec le retour aux frontières d'avant 1967.

Mercredi 10 octobre : la journée de mercredi confirme le fait qu'Israël n'était plus capable de "donner des corrections" aux Arabes, comme le répétaient complaisamment ses généraux. On assiste également à un changement de ton dans la presse occidentale qui tient compte désormais des nouvelles réalités. Le Figaro, par exemple, tout en justifiant ses mensonges de la veille, préfère titrer *"violents assauts israéliens - vive résistance des Arabes"*.

Sur le plan militaire, l'aviation israélienne continue ses attaques contre des objectifs civils, imitant en cela les actions criminelles de ses alliés américains au Vietnam. Après le bombardement de la veille sur Damas, ils lancent des attaques contre les villes de Homs, Lattaquié et Tartous, massacrant ainsi plusieurs centaines de civils et parmi eux beaucoup de femmes et d'enfants. De plus, raffinant leurs méthodes criminelles, ils lancent sur le Delta du Nil des transistors, des montres et des stylos tous piégés, qui feront des blessés parmi la population. Les objectifs économiques ne sont pas épargnés, comme en témoigne la destruction des réservoirs de pétrole du Terminal de Banias, par la marine israélienne. Mais, les forces syriennes et égyptiennes résistent à la pression israélienne. Sur le front sud, les ponts mobiles lancés sur le Canal sont toujours là puissamment défendus, permettant aux renforts d'être acheminés vers le front. Les égyptiens étendent même leurs têtes de pont au sud du Canal de Suez vers Ras El Sudr. Sur le front nord, un contingent irakien, fort de 16 000 hommes et de 100 chars, vient renforcer la position syrienne.

Jeudi 11 octobre 1973 : 6ème jour de la guerre. Non seulement les égyptiens n'avaient pas les "os brisés", mais ils étaient solidement implantés sur la rive orientale du Canal. Le général Herzog déclarait la veille : *"la lutte que nous menons est très dure et meurtrière et je suis persuadé que ce ne sera pas une tâche facile. Il ne faut pas se faire d'illusion et penser que ce sera une opération facile et rapide. Jusqu'à présent, les Arabes combattent d'une façon très ordonnée et il n'y a pas d'indication d'effondrement de leur moral ou de leur organisation militaire."*

Quant à l'aviation israélienne, *"l'importance et l'efficacité du barrage de D.C.A. arabe l'ont amenée à se comporter comme des papillons qui se heurtent à la vitre derrière laquelle brille une lumière."* (Le Monde du 12 octobre 1973).

Sur le front nord, les israéliens multiplient les déclarations fracassantes et les communiqués de victoire, telles celle de Dayan qui déclare dans l'après-midi *"nos forces se dirigent vers Damas ... Je pense que dans 24 heures Damas courra un danger réel."*

Une fois de plus, l'aviation israélienne bombarde des objectifs civils en Egypte pris en chasse par l'aviation égyptienne les avions israéliens *"se sont débarassés de leur chargement de bombes et se sont enfuis. Certaines bombes sont tombées sur des villages voisins et ont causé des pertes."* (Communiqué militaire égyptien).

Devant les importantes pertes subies par les Israéliens, des renforts en hommes et en matériel en provenance de l'Europe - et surtout des U.S.A. -, sont acheminés vers Israël. Le journal "International Herald Tribune" publie la photo d'un boeing d'El-Al en train de charger des missiles dans une base américaine en Virginie. Quant à l'A.F.P. elle signale de son côté l'arrivée de nombreux "touristes" à l'aéroport de Lod Tel Aviv. *"16 arrivées d'avions étaient annoncées pour jeudi. Parmi les arrivants de très nombreux israéliens qui avaient émigré aux U.S.A. et qui viennent s'engager."* D'importants départs de volontaires sionistes à destination de Tel Aviv sont enregistrés dans de nombreux aéroports européens. Le journal "Le Monde" signale en particulier que l'aéroport de Heathrow-Londres est devenu un véritable camp de transit pour les volontaires américains.

D'autre part, on signale qu'un premier contingent de 133 volontaires, suivi de deux autres contingents d'origine américaine, canadienne et anglaise sont partis pour Israël.

L'Agence Reuter communique dès le 8 octobre 1973 que des "appareils israéliens ont rapatrié un certain nombre de réservistes dispersés en Europe". On s'aperçoit que l'arrivée des immigrants juifs d'Union Soviétique n'est pas stoppée puisque le Figaro du 9-10 octobre 1973 annonce que "510 immigrants soviétiques sont arrivés cette nuit en Israël" et ont demandé "à s'engager immédiatement dans le service civique ou dans l'armée."

Le Monde du 13 octobre 1973 rapporte que "les juifs des U.S.A. ont déjà récolté 35 millions de dollars pour soutenir l'effort de guerre d'Israël et se sont maintenant engagés à contribuer pour au moins 100 millions de dollars."

Relevons l'information publiée par le Monde de ce même jour : "Environ 150 pilotes américains d'avions phantom, anciens combattants de la guerre du Vietnam ont fait escale jeudi 11 octobre à Madrid ... Les pilotes voyageaient vers Israël comme "tauristes" à bord d'un avion d'une compagnie commerciale. Il est possible ... que ces pilotes soient enrôlés dans l'aviation militaire israélienne." Le directeur du bureau arabe pour le boycott d'Israël menace de porter sur la liste noire les compagnies qui continueraient "à transporter en Israël les soldats, aviateurs, et experts militaires des pays européens." Tous ces renforts sont d'autant plus nécessaires à Israël qu'il ne cesse de subir d'importantes pertes en hommes et en matériel, comme en témoigne la déclaration du général Chazly : "depuis la réussite de notre franchissement du Canal, l'ennemi n'a cessé d'effectuer des contre-attaques consécutives qui lui ont coûté un nombre considérable de chars. L'ennemi a engagé au Sinaï environ 1000 chars et blindés, 800 chars ayant participé aux opérations parmi lesquels 400 ont été détruits." Les pertes israéliennes ont été estimées par les services de renseignements américains à 1500 - 2000 tués et blessés et 100 avions détruits.

Vendredi 12 octobre 1973 : Les activités militaires reprennent avec vigueur. Les Israéliens qui, au prix de très lourdes pertes, ont atteint les lignes de cessez-le-feu se heurtent de nouveau à une résistance acharnée de l'infanterie et des blindés syriens. De nouvelles attaques sionistes, contrées par la marine syrienne, ont lieu contre le port de Tartous.

De leur côté, les Palestiniens continuent de harceler les kibboutz à partir du Liban, en lançant une quarantaine de fusées Katioucha. Sur le front sud, la contre-offensive israélienne est un peu oubliée, il ne s'agit plus pour eux de chasser les Egyptiens, mais de consolider leurs positions menacées.

Les renforts égyptiens continuent toujours à traverser le Canal et, selon une dépêche de l'A.F.P. "100 égyptiens se trouveraient sur la rive orientale" renforçant leurs positions. D'autre part, des avions égyptiens ont attaqué deux postes de commandement israélien et détruit deux stations-radar dans le centre du Sinaï. Des opérations de commandos héliportées sont entreprises de façon constante derrière les lignes israéliennes, préparant le terrain à une offensive généralisée qui pourrait avoir lieu dans les prochains jours.

Dans le Golan, les sionistes tentent de remporter la décision : leur objectif est de frapper un grand coup - par exemple en prenant Damas pour remonter le moral des troupes et intimider les Arabes, notamment les troupes du front sud, contre lesquels les Israéliens semblent avoir renoncé pour le moment à lancer des attaques.

La contre-offensive en Syrie se déroule sur trois axes :

1) par mer : des bâtiments de guerre israéliens accompagnés d'hélicoptères lancent une attaque contre le port de Tartous. Cette attaque est repoussée : trois bâtiments ennemis sont coulés et un hélicoptère abattu. Notons que la marine israélienne a subi de lourdes pertes.

2) par voie de terre dans le Golan : pour galvaniser leurs soldats, les Israéliens inscrivent sur leurs chars : "direct pour Damas". A Tel Aviv, on annonce

à 9 heures 48 que les troupes israéliennes sont à 48 km de Damas et que l'offensive se poursuit victorieusement. Dans la journée, des communiqués contradictoires laissent entendre que Damas est prêt d'être pris. Certains commentateurs préparent cependant le terrain psychologiquement en expliquant qu'il n'est pas très intéressant pour les Israéliens d'occuper Damas "car de violentes protestations ne manqueraient pas de s'élever à l'étranger, notamment à Moscou."

En fait, on constate très rapidement que sur le front nord, la contre offensive israélienne piétine et que si en certains points des percées sont faites, en d'autres les Arabes maintiennent leurs positions. Dans l'ensemble, les troupes syriennes résistent aux assauts sionistes et on est loin de la débandade que les communiqués sionistes décrivent complaisamment.

3) par voie aérienne : les Israéliens qui ont reçu de nouveaux appareils et de nouveaux pilotes développent leurs attaques aériennes au prix de lourdes pertes. Il faut se rendre à l'évidence, ce sont plusieurs centaines d'avions israéliens qui ont été abattus, soit par la D.C.A., soit par les fusées, soit - et cela doit être souligné - par l'aviation arabe. Comme preuve de l'efficacité de la riposte des Arabes aux raids israéliens, c'est que les Américains ne se gênent plus pour envoyer des appareils à leurs alliés sionistes. C'est ainsi que des avions sont retirés des forces U.S. en Europe et envoyés de toute urgence aux Israéliens qui n'ont même plus le temps de peindre leur étoile sur la carlingue, comme en témoigne le fait que des avions abattus et tombés en territoire arabe ne comportaient aucune inscription, ni marque !

Dans la soirée, on apprenait successivement par les Syriens et les Israéliens que l'offensive sioniste en direction de Damas avait été stoppée après de violents combats qui ont démontré une fois de plus la combativité et l'esprit de résistance des armées arabes.

Dans la journée du Vendredi, plusieurs communiqués de Tel Aviv confirment l'apport de la résistance palestinienne aux combats. Les actions contre les kibboutz sont confirmées.

LES POSITIONS DES ETATS ARABES PAR RAPPORT AU CONFLIT

E G Y P T E

Le dimanche 7 octobre, Mohamed Hassan Zayyat, ministre des Affaires Etrangères déclare à la télévision américaine : *"nous cesserons les combats quand nous aurons récupéré tous nos territoires pris par Israël en 1967. Nous ne cherchons pas à en conquérir d'autres ... Nous n'irons pas tirer sur les Israéliens chez eux."*

Ainsi, officiellement le gouvernement égyptien limite les objectifs des combats à la libération des territoires occupés lors de la guerre des 6 jours, qu'Israël n'a pas voulu rendre malgré une résolution de l'O.N.U. et bien que les Egyptiens aient promis en échange de reconnaître "l'Etat" d'Israël.

Cette position est répétée par Sadate dans un message du 10 octobre *"les forces égyptiennes et syriennes mènent une guerre de libération dans le but d'instaurer une paix juste ... Les forces égyptiennes ont pour objectif : le retrait des israéliens de tous les territoires occupés après leur agression de 1967 et la restauration des droits nationaux et juridiques des arabes palestiniens."*

Les troupes égyptiennes, après sept jours de guerre, tiennent toujours solidement la rive orientale du Canal de Suez sur une largeur de 15 à 20 km. Leurs arrières sont consolidés et protégés par un parapluie anti aérien efficace.

S Y R I E

La position des Syriens sur le plan politique rejoint celle des Egyptiens. Le ministre des Affaires Etrangères a déclaré à l'O.N.U. que son pays était en état de légitime défense. Il a demandé la fin de l'occupation israélienne, le respect de son intégrité territoriale et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Dans un message adressé aux forces armées samedi, Hafez El Assad a déclaré *"Nous ne voulons tuer personne, nous repoussons ceux qui veulent nous tuer (...). Nous ne sommes pas des agresseurs et nous ne serons jamais des agresseurs."*

Après avoir enfoncé les positions israéliennes dans le Golan au cours des deux premiers jours de la guerre, les Syriens ont subi une contre offensive israélienne dans laquelle l'ennemi a jeté le gros de ses forces avec comme objectif la destruction de l'armée syrienne et la prise de Damas.

Les troupes syriennes ont réussi à repousser l'offensive sioniste et à contenir les assauts de l'ennemi qui, devant la résistance du front syrien, a essayé de semer la panique au milieu de la population civile en bombardant les villes.

Les pertes subies par l'aviation israélienne sont importantes comme en témoignent les nombreux pilotes capturés.

La population de Damas, aux dires des observateurs, fait preuve d'une grande discipline et d'un excellent moral.

I R A K

Le président Hassan El Bakr a exprimé son soutien total à l'Egypte et à la Syrie.

L'Irak a mis des troupes à la disposition de la Syrie - environ une quinzaine de milliers de soldats qui ont rejoint le front. Pour créer des divisions, les Israéliens ont publié des communiqués à plusieurs reprises, annonçant la mise en déroute des troupes irakiennes. L'Irak qui possède une armée puissante ne semble pas pouvoir en disposer rapidement car des conflits de frontière l'opposent à l'Iran et des troubles intérieurs (problème Kurde) nécessitent une utilisation sur le plan intérieur de troupes qui seraient précieuses sur le champ de bataille.

L'Irak a déclenché ce que l'on appelle la guerre du pétrole, en nationalisant deux sociétés américaines, de faible importance il est vrai. L'Irak est, jusqu'à présent, le seul pays arabe qui ait envoyé sur le front autre chose qu'un contingent symbolique.

LA JORDANIE

Après la réconciliation du roi Hussein, il y a quelques semaines avec les dirigeants égyptiens et syriens, on aurait pu s'attendre à un engagement des Jordaniens et à l'ouverture d'un troisième front, sur le Jourdain, puisque les territoires jordaniens de la Cisjordanie sont non seulement occupés, mais font également l'objet d'une politique de colonisation

Il n'en est rien. Hussein semble avoir pris au sérieux la mise en garde de Dayan qui lui a promis un "octobre noir" au cas où il s'engagerait aux côtés des Egyptiens et des Syriens.

L'aviation israélienne a survolé le territoire jordanien à plusieurs reprises sans provoquer de réaction jordanienne, car l'apport sur le plan militaire pourrait être décisif.

On peut se demander dans ces conditions, de quel devoir il parle quand Hussein déclare dans un message adressé à Sadate "*la Jordanie ne faillira pas à son devoir*".

La presse tente d'expliquer cette attitude de Hussein par des considérations de stratégie militaire. Il n'en est rien. Les raisons de Hussein sont politiques ; ses alliances avec l'impérialisme américain le rapprocheⁿ davantage d'Israël que des Arabes. Il l'a d'ailleurs prouvé en septembre 1970 en infligeant aux Palestiniens plus de pertes que ne l'avait fait Israël lui-même.

L'ARABIE SÉOUDITE

Samedi, le roi Fayçal adresse un message à l'Egypte et à la Syrie dans lequel il déclare "*Nous vous confirmons que nous sommes à vos côtés avec toutes nos capacités.*" Depuis quelques mois, on assistait d'jà à un rapprochement entre l'Egypte et l'Arabie Séoudite qui passe au Moyen Orient pour le pays le plus lié aux Etats-Unis. Cela se comprend quand on connaît l'énorme quantité de pétrole qui est exploitée dans cette région par les sociétés américaines (la moitié des réserves mondiales de pétrole est détenue par les Arabes). C'est pour cette raison que la déclaration de Fayçal, en réponse à Nixon "*Si les U.S.A. n'empêchent pas Israël de poursuivre son agression, le Moyen Orient explosera*" a fait sensation.

L'Arabie Séoudite, de par la nature de ses liens avec l'impérialisme U.S. possède de nombreux moyens de dissuasion : le pétrole, mais aussi les réserves financières (ce qui leur donne des moyens de pression inouis sur l'impérialisme).

Faut-il s'attendre à un engagement des Séoudiens sur le plan militaire ? La presse a annoncé le départ des contingents pour le front syrien. Mais, il ne semble pas qu'ils soient déjà intervenus dans les combats. On n'en connaît pas, non plus, l'importance.

L'engagement de Fayçal signifierait politiquement que les objectifs que se fixent les armées arabes ne remettent pas en cause la domination américaine. Il est à noter que la réouverture du Canal de Suez servirait les intérêts des compagnies pétrolières d'Arabie Séoudite.

L'aide financière de Fayçal s'élèverait à 300 millions de dollars.

LE KOWEIT

Le conseil des ministres s'est réuni pour décider "*des mesures à prendre pour contrer la nouvelle agression sioniste.*" Une aide financière a été fournie : 250 millions de dollars et on parle d'un contingent koweïtien pour le front.

LE LIBAN

Le président Takieddine Solh exprime samedi sa "*solidarité avec l'Egypte et la Syrie*". En fait, cette solidarité consistera comme cela a été annoncé dans la même déclaration à "*riposter contre toute agression israélienne*."

La question qui se pose à propos du Liban, c'est de savoir si les autorités libanaises laisseront leur liberté de manoeuvre aux fedayin ou non ?

LIBYE

Le colonel Kadafi a déclaré dans un discours prononcé dimanche 8 que : "*grâce aux revenus du pétrole*" il était prêt "*à aider financièrement l'Egypte et la Syrie*" et "*qu'il n'y aurait pas d'autre armée sur le front que celles qui appartiennent aux pays du champ de bataille*."

Ainsi, donc, Kadafi qui, par ses déclarations s'était montré un chaud partisan de la reprise des hostilités avec Israël, ne veut plus s'engager directement dans le conflit, dévoilant ainsi sa véritable nature. Il invoque comme prétexte le fait qu'il "*est en désaccord avec les plans stratégiques et les objectifs de la bataille actuelle*."

Cela ne l'empêche pas toutefois d'appeler l'armée jordanienne à "*destituer Hussein et à s'engager dans la bataille*".

TUNISIE

Bourguiba a décidé d'envoyer 1000 hommes sur le front. Cela bien qu'il se déclare "*peu rassuré*" sur l'issue des combats "*parce qu'il connaît la force d'Israël*".

Cette attitude n'est pas pour étonner puisqu'on connaît le soutien qu'apporte Bourguiba à la politique américaine et l'admiration qu'il porte à Israël.

Il est vrai que cette opinion n'est pas partagée par les masses tunisiennes qui, on s'en souvient, avaient manifesté en 1967.

ALGERIE

Après une réunion du "Conseil de la Révolution", le gouvernement algérien a décidé "*de mettre tous les moyens de l'Algérie à la disposition du front arabe*". Ces moyens ont été limités jusqu'à présent à un détachement de troupes dont on ne connaît pas les effectifs, une escadrille d'aviation, deux équipes chirurgicales et 16 tonnes de médicaments.

Il est vrai que l'action des dirigeants algériens se situe davantage sur le plan diplomatique que militaire.

Bien que la presse algérienne consacre de grosses manchettes et l'essentiel de ses colonnes à la guerre du Moyen Orient, on ne voit pas, pour le moment du moins, un soutien décisif aux combattants, au point où Brejnev a cru devoir adresser à Boumédiène un message lui rappelant "*la solidarité fraternelle arabe, aujourd'hui plus que jamais, doit jouer un rôle décisif. La Syrie et l'Egypte ne doivent pas rester seules dans leur lutte avec un ennemi perfide*."

N'oublions pas les accords très importants qui lient le gouvernement algérien aux sociétés américaines (notamment El Paso) pour l'exploitation et la commercialisation du gaz algérien. Gageons que cela limite quelque peu "*l'ardeur révolutionnaire*" de nos dirigeants.

MAROC

Hassan II a réaffirmé lundi que le "*Maroc est prêt à accomplir son devoir dans la bataille de l'honneur et du destin*."

Rappelons que environ 2 000 officiers et soldats sont en Syrie depuis plusieurs mois. Ce corps commandé par le général Seffrioui s'est semble-t-il illustré dans les combats en première ligne, notamment dans la défense de la position du Mont Hermon.

Le roi du Maroc a envoyé d'autres renforts, tandis que des listes de volontaires sont dressées.

LES FORCES ARMEES DES PAYS ARABES

	<u>Armée de terre</u>	<u>Armée de l'air</u>	<u>Marine</u>
<u>EGYPTE</u>	300 000 hommes 2 000 tanks + fusées SAM.	20 000 hommes 600 avions	15 000 hommes 12 sous-marins 18 patrouilleurs
<u>SYRIE</u>	100 000 hommes 1 200 tanks + fusées	10 000 hommes 300 avions	2 000 hommes 8 patrouilleurs
<u>IRAK</u>	90 000 hommes 1 000 tanks	10 000 hommes 200 avions	
<u>JORDANIE</u>	70 000 hommes 400 tanks	4 000 hommes 50 avions	
<u>LYBIE</u>	20 000 hommes 220 tanks	3 000 hommes 100 avions	
<u>ARABIE SEOUDITE</u>	36 000 hommes 300 tanks	3 000 hommes 70 avions	



Pour peu qu'une brochette de généraux israéliens dont l'arrogance cache mal l'affolement, profèrent des menaces à l'encontre des Arabes ("*Nous leur briserons les os*" etc ...), le Figaro aveuglé par ses sentiments anti-arabes s'empresse aussitôt d'annoncer leur "victoire".

C'est ainsi que dans son édition du 9 octobre 1973, il a fait traverser d'un simple coup de plume le canal aux troupes israéliennes, au moment même où celles-ci reculaient sur tous les fronts, faisant voler en éclats le mythe d'"Israël l'invincible".

Si les rodomontades des services de propagande israéliens, dont le Figaro est l'un des relais les plus zélés, avaient pour but d'encourager une armée qui a perdu de sa superbe, il faut voir dans la fausse information du Figaro une action psychologique tendant à remonter le moral des partisans d'Israël, sérieusement ébranlés par les succès arabes.

OUI A LA GUERRE POPULAIRE

Le peuple algérien a vécu intensément le drame du Moyen-Orient.

Avec beaucoup d'amertume, il a constaté qu'il n'avait ni moyens ni possibilité d'intervenir utilement sur le cours des événements: les énergies formidables contenues dans les masses populaires ont été soigneusement écartées. Compromis, intrigues et trahisons n'ont pas cessé de repousser les peuples arabes à l'arrière-plan et de les empêcher de manifester leur volonté.

Aujourd'hui, les armes se sont tues sur une défaite sans précédent et le subtil jeu diplomatique occupe le devant de la scène. L'O.N.U. est engagée, une fois de plus, dans de vaines palabres et des débats sans résultat. Les deux "Grands" régulent notre sort autour d'une tasse de thé. Les voyages-éclair, les consultations, les communiqués se multiplient dans tous les camps... Tout un remue-ménage destiné à disperser l'attention et à permettre à chaque gouvernement de jouer son propre jeu en essayant de tirer quelques avantages de la situation.

Etant invulnérables au ridicule, les autorités algériennes continuent à entretenir une atmosphère de guerre: les caves sont aménagées en abris anti-aérien, les sacs de sable traînent de tous côtés, les exercices de défense passive se font à tous moments, les fonctionnaires sont libérés à 14 heure afin de suivre des cours d'instruction militaire. Le peuple a, en principe, le droit d'aller dans les casernes pour apprendre le maniement des armes. Sous prétexte de constituer un budget de guerre, les charges pesant sur les masses se sont lourdement accrues, alors que les denrées de première nécessité disparaissent du marché sous l'action conjuguée de la carence gouvernementale et celle des spéculateurs de tout acabit. La presse nationale débite ses mensonges, la radio appelle au meurtre.

Parce que la "patrie est en danger", les syndicats sont mis sous le contrôle du parti de Cherif Belkacem. On pourrait continuer cette énumération encore longtemps....

Ce qu'il faut souligner, c'est que cette farce paralyse le pays, entretient la confusion mais elle ne porte aucun préjudice à Israël qui poursuit sa politique de provocation et de force.

Les gouvernements arabes avaient menacé l'impérialisme de lui infliger de sérieuses sanctions économiques: les robinets de pétrole s'ouvrent les uns après les autres.

Trois semaines après l'agression impériale-sioniste contre les pays arabes, il nous apparaît important, en vue d'aider à la clarification, de dresser un bilan et de tirer quelques conclusions à soumettre à la réflexion.

I - DISTINGUER L'AGRESSEUR DE L'AGRESSE -

Il ne fait de doute pour personne que c'est Israël qui, le premier, a commencé les hostilités. Ce qui n'est pas dit assez clairement, c'est que cette agression était préméditée et qu'elle a été minutieusement préparée et de longue date. Depuis sa création par l'impérialisme anglo-américain, Israël a mis à profit toutes ses ressources matérielles et techniques ainsi que l'importante contribution financière du "Mouvement Sioniste Mondial", pour forger un instrument militaire d'agression particulièrement efficace.

On a cherché à expliquer que l'agression sioniste était préventive, que c'était une mesure de précaution contre une attaque arabe imminente. Les événements ont démontré qu'une telle thèse était insoutenable: les gouvernements arabes, mal-

gré leurs déclarations, n'avaient aucunement l'intention de porter le conflit sur le plan militaire. Sous la pression conjuguée des Américains et des Russes, Nasser devait maintenir la bataille sur le plan politique uniquement. Cela Israël le savait mieux que personne (ainsi que beaucoup d'autres choses, d'ailleurs).

Au point de départ, on trouve la volonté commune de la CIA et de l'Etat-Major israélien de tenter un grand raid de représailles dont l'objectif était la destruction de Damas et le renversement du régime syrien, jugé trop révolutionnaire et trop engagé dans la lutte contre les intérêts impérialistes dans cette région - notons que cette politique de représailles contre les populations arabes frontalières n'est pas nouvelle. Elle constitue de la part d'Israël un état d'agression permanente.

La machiavélique préparation de l'agression du 5 juin s'est faite en deux temps:

1°) La première opération consistait à mettre en condition l'opinion internationale de façon à ce que l'attaque israélienne passe pour un acte de légitime défense. Jamais on a autant parlé des 6 millions de Juifs massacrés par les nazis (dans le but bien évident de confondre le problème juif et le problème d'Israël et de créer, chez les populations occidentales, un sentiment de culpabilité). Une campagne de presse (chèrement financée) fut menée, qui présentait le petit "Etat" d'Israël comme la pauvre victime des Arabes assoiffés de sang.

Qui SOUTIEN ISRAËL ?

Quand M. de Rothschild lève des impôts

M. de Rothschild écrit entre autres : « Israël a gagné la guerre sur le plan militaire. Chacun de nous en éprouve une fierté immense (...). Cette victoire doit être consolidée. Elle ne peut l'être que par le seul peuple juif, c'est-à-dire par chacun de nous (...). Vous avez sans doute déjà apporté votre contribution financière à Israël. Mais avez-vous assez donné ? La contribution qui est exigée de chacun de nous ne constitue pas un acte de charité, c'est un impôt (...). Chaque Juif doit apporter sa contribution. Celle-ci doit correspondre aux moyens dont il dispose : soit un mois de salaire, soit une part importante de ses revenus annuels, soit même une part de son capital : M. de Rothschild prend bien soin de préciser que l'argent ainsi collecté servira à toutes sortes d'objets, de la « relance économique » au ravitaillement par avions de l'armée, « et nourriture, en eau, en matériel sur des distances considérables », et de son maintien « en état », c'est-à-dire à l'agression.

MACHINE A FABRIQUER DES AGRESSEURS :
METEZ L'ARGENT ET APPUYEZ



Pendant ce temps, les généraux Israéliens, réunis autour de Moshé Dayan, aidés de leurs collègues Américains et Anglais, mettaient au point leur plan de campagne dont le double objectif était: d'une part porter un coup mortel aux armées arabes et, d'autre part, conquérir de nouveaux territoires destinés à permettre la croissance de "l'Etat sioniste".

2°) Une fois les préparatifs terminés, il fallait trouver le moment favorable pour lancer une attaque éclair. -La stratégie habituelle des Israéliens a toujours été celle de l'attaque-surprise, suivie d'un règlement négocié rapide. Car Israël est incapable de résister à une guerre de longue durée -. Le moment fut choisi en fonction de certaines démarches diplomatiques qui provoquèrent, en ce week-end du 4 juin, ce qu'il est convenu d'appeler une détente: ce sont, dans l'ordre, les démarches de Washington demandant au Caire d'envoyer un émissaire pour étudier la possibilité d'un règlement au conflit né du blocus d'Akaba, puis, la déclaration apaisante de Abba Eban et, comble d'ironie, c'est au cours de cette même nuit du 4 au 5 juin que "l'Union Soviétique" adressait un avertissement aux Arabes, leur demandant de ne pas attaquer les premiers, s'ils voulaient continuer de bénéficier de son soutien; du même coup cela enlevait aux armées arabes la possibilité de mener l'offensive sur le plan militaire, si tant est qu'ils en aient eu envie. Bien sûr, tout cela n'explique pas l'inexcusable manque de vigilance des Etats-Majors arabes et l'imprévoyance de leurs gouvernements.

L'armée israélienne a lancé son attaque essentiellement contre l'aviation arabe, s'assurant la maîtrise aérienne. Cette attaque s'est soldée par un succès total qui s'explique, si l'on tient compte du fait que, malgré leur soi-disant "neutralité", les Anglo-Américains ont fait bénéficier les Israéliens

des renseignements militaires et stratégiques pris par les avions-espions U.2, que la VIème Flotte américaine a aidé au brouillage des radars égyptiens en même temps qu'elle fournissait une couverture aérienne à Israël. Enfin, il semble que les bases anglo-américaines de Libye ont servi au décollage des bombardiers israéliens. Il n'est pas exclu, en outre, que les impérialo-sionistes aient bénéficié de nombreuses complicités au sein des Etats-Majors arabes.

Toujours est-il que, par ce coup en traître, les agresseurs sionistes ont acquis, pour leur aviation, la liberté de détruire hommes et matériels, en toute sécurité.

Avec une sauvagerie rarement atteinte, l'aviation israélienne s'est attaquée aux armées des trois pays arabes effectivement engagés dans la bataille -à ce sujet, il faut rendre hommage aux soldats Syriens, Jordaniens, Egyptiens qui, malgré le napalm, les bombes à billes et autres moyens de destruction, se sont battus jusqu'au sacrifice suprême-.

L'acharnement et la barbarie des Israéliens ont été particulièrement remarquables et l'opinion internationale s'en est trouvée retournée. Notons, avant de clore ce chapitre, un fait particulièrement significatif: pendant plus de 48 heures, après l'acceptation du cessez-le-feu par les Syriens, les Israéliens continuèrent leur assaut dans la direction de Damas et ce n'est qu'au prix d'une résistance acharnée de la population que le pire a pu être évité.

II - DENONÇONS LE CARACTERE IMPERIALISTE DE L'AGRESSION -

En fait, c'est l'alliance entre l'impérialisme anglo-américain et le sionisme qui est à la base de la victoire militaire d'Israël.

Pour l'impérialisme américain, il s'agit, une fois de plus, d'intervenir directement ou indirectement pour préserver ses intérêts économiques et stratégiques menacés par l'agitation révolutionnaire. Cela n'est pas nouveau. L'agression est devenue une pratique courante des américains dans leur politique de domination. Lors de la récente réunion des 14 pays, membres de l'O.T.A.N., la stratégie américaine concernant l'Europe a été clairement définie. Si le dispositif stratégique du front Centre-Europe n'inspire pas d'inquiétude aux américains (il peut être tenu par les forces européennes), il n'en est pas de même pour la Méditerranée orientale, jugée trop faiblement gardée. Pour McNamara, la "constitution d'un réseau défensif formé par des Etats amis des U.S.A. au Proche-Orient, permettrait de retirer la VIème Flotte" (mars 1966). Le premier de ces "Etats amis" c'est la Grèce, née du coup d'Etat, l'étape suivante, c'est l'intervention actuelle au Moyen-Orient.

Depuis la doctrine Eisenhower de colonisation pure et simple, jusqu'à la tentative de création d'un pacte islamique sous l'égide de Fayçal d'Arabie, en passant par le pacte de Bagdad, les Américains n'ont pas caché leur intention d'intégrer les pays arabes du Moyen-Orient dans leur "réseau défensif".

En résumé, nous pouvons affirmer que l'agression du 5 juin a été organisée à l'avance et que ses buts avoués ou non sont:

1°) Modifier le rapport de forces dans une région du globe et éliminer les germes possibles de processus révolutionnaire, objectif qui entre dans la stratégie de l'impérialisme américain qui s'oppose, par tous les moyens, à ce que les peuples choisissent un destin qui ne soit pas conforme à celui qu'il leur fixe.

2°) Barrer la route à l'influence communiste, enfoncer les positions soviétiques dans cette région (ce qui, en soi, justifierait une intervention de Moscou).

3°) Faire une opération de diversion capable de faire passer la question vietnamienne au second plan et de ressouder la cohésion ébranlée du peuple américain (manifestations de 500 mille personnes contre la guerre au Vietnam, agitation noire, baisse de la popularité du président etc...).

L'agression impérialo-sioniste n'est donc pas accidentelle, ce n'est pas un conflit localisé entre Juifs et Arabes, mais une action de l'impérialisme à travers un de ces agents les plus actifs dans une région où ses intérêts économiques, politiques et stratégiques lui semblaient menacés. Elle entre donc dans la lignée des playsa Giron, des Saint-Domingue et autre Vietnam.

Ainsi, l'agresseur est, derrière Israël (instrument qui trouve son compte dans l'agression), l'impérialisme américain.

III - AGRESSION IMPERIALISTE ET COEXISTENCE PACIFIQUE -

Pour être complets, il nous faudrait maintenant, mettre en lumière la nature des rapports existant entre l'URSS et certains pays arabes et analyser les positions prises par les dirigeants soviétiques avant, pendant et après le conflit.

Ce qui frappe au premier abord, c'est que les dirigeants des pays arabes dits "révolutionnaires" ont basé tout leur système de défense, sinon sur l'intervention directe de l'URSS dans un conflit armé, du moins ils ont pensé que le simple fait que l'URSS avait déclaré qu'elle soutenait le camp arabe, suffirait à empêcher l'agression impérialo-sioniste.

Cette énorme faute d'appréciation démontre une méconnaissance totale de la conjoncture internationale et un défaut d'analyse de la politique dite de "coexistence pacifique" et de ses conséquences, notamment dans l'affaire des fusées à Cuba et devant l'escalade américaine au Vietnam.

Les reculs soviétiques de ces dernières années, rendus inévitables par la politique de compromis avec l'impérialisme, ont contribué à renforcer l'opinion des impérialistes qu'ils pouvaient aller très loin sans risquer de déclencher une guerre mondiale.

Le deuxième aspect frappant c'est, qu'à aucun moment, l'URSS n'a donné l'impression d'avoir une politique cohérente dans cette affaire du Moyen-Orient. Reprenons les différentes positions russes:

1°) A l'origine, c'est l'URSS elle-même qui a mis en garde les pays arabes contre une éventuelle agression israélienne dirigée contre le régime de Damas. C'est cette initiative qui est le point de départ du processus de crises. Les premières décisions de Nasser ont été appuyées sans réserves et, dans une déclaration datée du 24 mai, le gouvernement soviétique a assuré les Arabes de son soutien total.

2°) Après la prise de position des U.S.A. parlant d'une neutralité américaine, il y a eu un recul des soviétiques qui parlèrent, eux aussi, de leur neutralité. Ce recul prend nettement consistance quand les émissaires de Moscou recommandent chaudement aux gouvernements arabes de ne pas tirer les premiers.

Dès lors, l'Etat-Major israélien sent que le moment est favorable pour intervenir militairement.

3°) Après l'agression caractérisée de l'impérialisme et des sionistes, l'U.R.S.S. n'a pris aucune position ferme, cherchant seulement à dégager un compromis au Conseil de Sécurité.

Après une journée de tractations entre le délégué Américain et le délégué Russe, une résolution de cessez-le-feu -qui équivalait à une capitulation des arabes- est votée. En imposant le cessez-le-feu, malgré l'opposition des peuples, les soviétiques ont tenté de limiter les dégâts, mais cela n'empêche pas, qu'objectivement, ils ont fait le jeu "d'Israël" qui avait déjà atteint la plupart de ses objectifs militaires et qu'un cessez-le-feu arrangeait très bien.

4°) Sitôt le cessez-le-feu accepté de part et d'autre, l'U.R.S.S. lance une grande offensive diplomatique: réunion des chefs de gouvernements socialistes, rupture des relations diplomatiques avec Israël, demande de convocation d'une assemblée extraordinaire de l'O.N.U. A ce moment, il semble bien

que Kossyguine et consorts soient décidés à ne plus céder un pouce. En effet, les soviétiques déposent une résolution ferme condamnant l'agression et exigeant le retrait des troupes israéliennes.

5°) Alors que les journaux soviétiques écrivaient le 22 juin: "Le premier ministre soviétique est à New-York pour dénoncer les agresseurs Israéliens et leurs protecteurs impérialistes, Les Etats-Unis, et non pour engager des tractations quelconques avec le gouvernement américain"... (Za Roubiejom),



au mépris de l'opinion de tous les peuples épris de paix, Kossyguine accepte de rencontrer Johnson et discute amicalement avec lui une dizaine d'heures. A-t-il obtenu des concessions à Glasboro? Apparemment non, puisque la résolution très modérée des non-engagés, appuyés par Moscou, a été rejetée grâce au vote des Américains et de leurs amis.

COMMUNIQUE

La résolution présentée par les non-engagés à l'assemblée générale de l'O.N.U. n'a pu obtenir que 53 voix sur 152. Celle qui était patronnée par les américains a réuni 57 voix, soit 4 de plus!

Ainsi, malgré la grande offensive diplomatique menée par l'U.R.S.S. et les Etats arabes et en dépit du fait que le texte présenté par les non-engagés ait été débarrassé de tout ce qui pouvait être interprété comme une condamnation de l'agresseur sioniste, les 2/3 des voix requis n'ont pu être rassemblés.

L'O.N.U. a donc admis le fait accompli de l'agression contre les peuples arabes, elle n'a pas exigé le retrait des troupes d'occupation bien qu'Israël manifeste ouvertement son intention d'annexer les territoires occupés. Elle a donc accepté que la force prime le droit!

Une fois de plus, l'O.N.U. montre à la face des peuples qu'elle est, en fait, à la remorque de l'impérialisme américain et de ses valets qui peuvent y imposer n'importe quelle décision!

Le refus d'admettre la Chine populaire comme membre est une preuve supplémentaire que l'O.N.U. ne fait qu'entériner les décisions américaines.

Ceux qui avaient mis leurs espoirs dans ce recours à cette assemblée générale extraordinaire se sont trompés lourdement. Maintenant, ils devraient comprendre que l'action diplomatique ne peut remplacer la lutte révolutionnaire.

Malgré le voyage de Kossyguine aux Etats-Unis et les entretiens avec Johnson, les américains n'ont fait aucune concession -démontrant l'inanité d'une "coexistence pacifique" à sens unique. La politique de compromis de l'URSS s'avère dangereuse et peu payante.

De même que pour l'épreuve militaire, l'impérialisme sort renforcé de l'épreuve diplomatique:

Les sondages récents effectués aux U.S.A. ont montré que les sourires de Kossyguine ont fait monter en flèche la popularité de Johnson auprès des américains qui sont de plus en plus persuadés que leur président en est grand homme politique. Ce sont les peuples arabes et le peuple vietnamien qui paieront l'addition...

Notre Parti ne se faisait aucune illusion sur les résultats de l'O.N.U. Aujourd'hui, tous les problèmes restent posés. Que les intéressés prennent leurs responsabilités!

Te 5 Juillet 1967

Tout se passe donc comme si l'URSS avait plusieurs politiques ou pas du tout, ce qui revient au même. En effet, comment se fait-il que l'URSS n'ait pas prévu l'agression israélienne, qu'elle se soit trompée sur la valeur des armées arabes, qu'elle ait cru à la possibilité d'une victoire à l'O.N.U., qu'elle ait accepté le dialogue avec Washington dans des conditions extrêmement défavorables?

Objectivement, l'U.R.S.S. a connu une défaite et elle a permis à l'impérialisme de se renforcer. Bien sûr, les régimes qui lui sont favorables sont toujours en place et sa pénétration au Moyen-Orient s'est renforcée; mais du point de vue du rapport de forces mondial, c'est un échec certain. L'URSS a fait la preuve qu'elle ne peut plus empêcher l'agression violente et sauvage de l'impérialisme américain contre les petits pays et qu'elle préfère la conciliation et l'arrangement en tête à tête avec les dirigeants Américains. Il est caractéristique qu'à Glasboro, le seul accord des deux "Grands" se soit fait sur le dos de la Chine.

La réalité, c'est que l'URSS est engagée dans une voie qui n'est plus celle de Lénine qui croyait fermement à "la subordination de la lutte prolétarienne dans une nation aux intérêts de la lutte à l'échelle internationale et (à) la détermination de la nation qui a vaincu la bourgeoisie chez elle à faire les plus grands sacrifices pour renverser le capitalisme international". La défense de ses intérêts propres de grande puissance, son installation dans une politique de compétition pacifique avec le capitalisme et les révisions idéologiques que cela a entraîné démontrent que l'URSS ne joue plus un rôle principal dans la lutte contre le "capitalisme et son stade suprême l'impérialisme".

En ce qui concerne les pays sous-développés elle défend une politique de compromis visant à consolider des Etats mensongèrement baptisés "Etats progressistes" auxquels elle fournit des armes qui, souvent, se retournent contre le peuple travailleur et ses libertés. Ce faisant, l'U.R.S.S. et, à sa suite, bon nombre de partis communistes, glissent dans le camp des forces anti-populaires, consolidant du même coup l'impérialisme et ses entreprises d'agression et participent à l'étouffement des aspirations légitimes des peuples au bénéfice de subtiles luttes d'influence au niveau des Etats.

IV - COMPTER SUR SES PROPRES FORCES -

Ainsi, aux termes de cette analyse, il nous apparaît clairement que les peuples se retrouvent "tragiquement seuls" face à l'agression violente de l'impérialisme et à l'oppression de ses valets et de ses alliés installés au pouvoir. Dans cette lutte inégale, mais juste, les peuples ont à leur disposition une arme implacable qui, si elle est bien employée, peut conduire à la victoire. Cette arme, contre l'agression impérialiste, directe ou indirecte, c'est la guerre populaire. Les victoires quotidiennes du peuple héroïque du Vietnam sont là pour nous l'enseigner.

C'est ce qu'ont bien compris les peuples des pays arabes qui, dans leur immense majorité, ont manifesté contre le cessez-le-feu et pour réclamer des armes.

La défaite actuelle n'est pas celle des masses arabes, mais c'est celle d'un type de pouvoir qui a montré combien il était fragile. Dans cette crise, les révolutionnaires du monde arabe doivent puiser des forces nouvelles pour renforcer et consolider le poids des masses devenu déterminant à la suite de l'atteinte sérieuse portée au prestige et à la puissance de l'armée, seul pilier du régime. Un travail inlassable doit nous amener à tirer toutes les leçons, à renforcer la confiance des masses dans leur propre capacité, à mobiliser toutes les énergies pour armer idéologiquement le peuple et renforcer son organisation en vue de la lutte contre l'impérialisme et ses représentants à l'intérieur du pouvoir.

Cette lutte est à son début. Elle peut devenir violente d'un moment à l'autre. Malgré les discours enflammés, les mensonges, la démagogie, les masses arabes ont gardé leur vigilance et ne se sont pas laissées endormir comme en témoignent les manifestations en Libye, la position du syndicat des travailleurs du pétrole au Koweït, la pression des masses en Algérie et en Egypte, leur mobilisation en Syrie...

Les peuples, brutalement rappelés à la réalité, sont en train d'exiger que l'on reconsidère nombre de données; ils doivent aller plus loin, car la lutte contre les envahisseurs étrangers et leurs instigateurs impérialistes passe nécessairement par la lutte pour le contrôle du pouvoir.

Dans leur combat, les peuples arabes ne sont pas seuls, ils doivent s'unir entre eux et affirmer leur solidarité avec les autres peuples en lutte et, notamment, avec le peuple héroïque du Vietnam qui, en portant des coups quotidiens à l'impérialisme, renforcera la lutte des autres peuples.

En une semaine, l'agression sioniste a placé le monde arabe cette mosaïque d'Etats et de régimes socio-économiques, face à son destin. Une lumière crue a été jetée sur une réalité, trop longtemps masquée par des slogans qui voulaient faire oublier les antagonismes multiples.

C'est un véritable tremblement de terre qui, en cinq jours, a ébranlé cette partie du globe. Du 5 au 10 juin, les troupes israéliennes ont occupé le Sinaï, atteint le canal de Suez et détruit l'aviation égyptienne; elles ont envahi une grande partie de la Jordanie et démantelé le système défensif syrien, pour s'installer dans les faubourgs de Kuneitra, à dix kilomètres à l'intérieur de la Syrie. Et le bilan ne doit pas s'arrêter aux seuls faits militaires; il faut tenir compte aussi des innombrables victimes, des familles chassées de leurs villages, des combattants brûlés par le napalm. Les blessures sont encore béantes et il est trop tôt pour émettre un diagnostic précis. Mais ce n'est pas trop s'avancer que de dire que le monde arabe a connu, à nouveau, une de ces défaites graves qui pèsent sur l'avenir.

C'est de cette réalité qu'il faut partir pour déterminer notre attitude politique. Il faut abandonner la complaisance, les fanfaronnades hystériques au profit de la lucidité. Nous devons, nous Arabes, reconnaître que "l'Etat" d'Israël a infligé une défaite militaire cuisante à tous les gouvernements arabes qui, depuis 1948 et, plus encore, depuis la douloureuse agression contre l'Egypte en 1956 n'ont parlé que de guerre, de revanche, de retour des réfugiés Palestiniens sur leurs terres.

Comment et pourquoi ces Etats arabes se sont-ils, au moment décisif, laissés écraser par l'offensive israélienne ?

Comment expliquer le décalage entre l'audace toute verbale des déclarations officielles et la rapidité de la défaite sur le terrain ?

- le manque de vigilance et de coordination,
- l'absence de toute volonté de combattre.

Toutes ces tares se sont manifestées au niveau du commandement.

Ce sont les généraux et les ministres, les officiers supérieurs et les cadres de l'administration qui ont montré leur incapacité foncière. Il était possible d'élaborer un plan stratégique qui aurait rassemblé toutes les forces arabes. Au lieu de cela, chaque Etat s'est laissé battre isolément. On aurait pu prévoir les initiatives israéliennes, et on a laissé écraser au sol l'aviation égyptienne.

Encore une fois, les responsables sont les dirigeants. Les soldats, pour leur part, se sont battus bravement face à l'ennemi. Ainsi, les combattants égyptiens ont préféré s'éparpiller dans le désert du Sinaï plutôt que de se rendre, lorsque le dispositif a craqué. Beaucoup sont morts dans des souffrances atroces, prouvant leur obstination et leur volonté de vaincre ou de mourir.

exploiteurs de tous pays..

Une fois fixées les responsabilités de la défaite, on découvre une autre vérité. Cette vérité, nous devons, nous arabes, la crier bien haut, au risque de soulever l'indignation générale. Peu nous importe les cris scandalisés de certains: ce n'est pas en vain que nous proclamons sans cesse que seule la vérité est révolutionnaire.

Le monde arabe, notre monde, est malade, gravement malade.

LES CHANCES DE LA REVOLUTION

Tant que nous, Arabes, n'aurons pas clairement répondu à ces questions, l'avenir ne sera pas garanti contre la répétition des défaites humiliantes.

où sont les responsables ?

On a voulu expliquer la défaite arabe par l'aide fournie à Israël par les impérialistes Anglais et Américains.

Cette explication contient une part de vérité: depuis son origine, "l'Etat" d'Israël a vécu d'un constant apport de capitaux américains; ses armées sont équipées d'un matériel occidental ultra-moderne; sa politique générale s'intègre directement dans la stratégie impérialiste.

Mais nous voyons tous les jours, au Vietnam, un peuple vaillant, résolu et organisé faire face, avec succès, à la folie destructrice de plus d'un demi-million d'Américains et de leurs alliés, soutenus par l'Etat industriel le plus avancé du monde.

Pourquoi une résistance du même ordre n'a-t-elle pas été possible au Moyen-Orient ?

On a également fourni comme excuse le lâchage soviétique. Celui-ci fut réel: au moment où les Etats arabes avaient besoin d'une aide militaire et politique, ont vit les Brejnev et les Kossyguine faire de la diplomatie, c'est-à-dire chercher un compromis.

Mais qui pouvait croire en la vocation révolutionnaire de l'Union Soviétique, à moins d'être complètement aveugle? Il y a belle lurette qu'à Moscou on a choisi la coexistence pacifique et que l'on préfère donc le maintien des grandes puissances aux dépens des intérêts des peuples et des classes opprimées.

Faut-il invoquer d'autres prétextes? Parler de la défectuosité des armements, de la supériorité des effectifs armés adverses? Ne serait-il pas plus honnête de dire toute la vérité, de relever:

- l'impréparation militaire quasi-totale,

Sa maladie a un nom: c'est le maintien au pouvoir de classes exploiteuses qui, sous le couvert des intérêts nationaux et des traditions islamiques, ne cherchent qu'à maintenir leurs privilèges aux dépens des masses laborieuses.

Jetez un regard sur le monde arabe, de l'Océan Atlantique au Golfe Persique: partout vous y verrez la même chose, sous des formes diverses, le sous-développement, la corruption des pouvoirs établis, les luttes de clans qui se disputent la faveur des impérialistes, la démagogie et, surtout, le refus de baser le pouvoir sur les ouvriers et les paysans.

Nous ne mettons pas tous les Etats arabes sur le même plan. Nous savons que la Jordanie de Hussein et l'Arabie de Fayçal sont les soutiens directs des Etats-Unis. Nous connaissons la politique de Bourguiba. L'Egypte et, plus encore, la Syrie sont, au contraire, menacés par l'impérialisme qui voit en elles des foyers d'instabilité, dangereux pour le maintien de l'ordre social au Moyen-Orient. Cela signifie-t-il pour autant que ces pays sont engagés vers le socialisme? Il suffit, pour répondre à cette question, de voir comment s'est déroulé la guerre dans ces pays. En Egypte notamment, les dirigeants militaires ont clairement montré qu'ils ne voulaient pas se battre. Depuis 1952, ils sont pourtant à la tête de l'Etat. La nationalisation des moyens de production leur a remis en main tous les leviers de commande, aussi bien que l'essentiel des privilèges économiques. Et ils ont démontré que, dès lors, seul leur importait le maintien de ces privilèges, au mépris même des intérêts de la patrie.

La réalité du monde arabe, notre réalité, est donc dans le divorce qui existe entre les masses et le pouvoir. Tout le mal est là et il faut le crier à satiété, car les véritables vaincus de la guerre n'ont pas été les masses populaires, maintenues à l'écart, abandonnées à leur sort misérable. Tant que subsistera ce divorce, il est utopique d'espérer un relèvement véritable. Ni les dépenses d'armement, ni l'augmentation d'effectifs déjà pléthoriques ne remédieront à la situation.

un seul front antimpérialiste

Il suffit, pour se convaincre de la vérité de cette remarque, de considérer le déroulement des luttes dans le monde.

Partout, les peuples se dressent pour conquérir leur liberté, leur indépendance, leur émancipation sociale. De la Rhodésie à la Bolivie, de l'Afrique-du-Sud au Venezuela, de Saint-Dominique au Vietnam en passant par l'Angola, à Cuba enfin, les masses les plus exploitées se dressent pour en finir avec leurs oppresseurs. Partout, elles se heurtent à deux ennemis:

- l'impérialisme mondial, dirigé par les Etats-Unis, véritables gendarmes au service de la contre-révolution;

- les classes dominantes locales, financiers et commerçants "nationaux" liés au marché capitaliste, militaires détenant le monopole du pouvoir, petits-bourgeois mués en exploités par le monopole qu'ils exercent dans l'administration et le parti unique.

Dans le monde entier, par-delà les différences secondaires et les conflits temporaires, l'ennemi a adopté une seule stratégie, la stratégie qui consiste à étouffer dans l'oeuf tous les mouvements authentiquement révolutionnaires, ceux qui mettent directement en action les ouvriers et les paysans. Les pressions hypocrites peuvent succéder aux interventions meurtrières, le but est toujours le même; il consiste à étouffer dans l'oeuf l'affirmation des masses.

Face à cette stratégie unique, les classes opprimées doivent répondre par une contre-stratégie, unique elle aussi. Les peuples arabes doivent, par les actes et non seulement les paroles, montrer qu'ils sont des combattants de la grande guerre des peuples contre l'impérialisme. Ils doivent montrer leur solidarité active avec tous ceux qui luttent pour leur libération. Ils doivent, aussi et surtout, tirer les leçons des batailles menées par leurs frères dans le monde entier.

Or, l'enseignement principal des révolutions victorieuses - celles qui ont détruit ou sont en train de détruire la puissance impérialiste dans leur pays - est parfaitement clair. Par-

actionnaires et régimes progressistes n'a qu'une valeur bien relative. Il indique simplement que les divers Etats du monde arabe n'occupent pas la même place sur l'échiquier diplomatique de l'impérialisme. Cela peut présenter quelque intérêt sur le plan tactique; cela ne modifie pas fondamentalement la situation des masses.

Ces régimes, dans les meilleurs cas, poursuivront la politique de la balance. Un jour, ils frapperont quelques représentants trop compromis de la réaction; le lendemain, ils réprimeront les manifestations des travailleurs. Ils donneront des armes au peuple lorsque la situation militaire sera désespérée mais refuseront d'organiser en permanence l'armement des conseils d'ouvriers et de paysans. Ils dénonceront l'impérialisme avec beaucoup de pompe, mais ne feront aucun pas réel pour devenir les alliés des combattants anti-impérialistes du Vietnam ou d'Amérique-Latine. Il n'est que de se rappeler la politique de Nasser pour en être convaincu.

La grande faille est là et il ne sert à rien de crier à l'impérialisme, de se griser de mots ronflants, de faire résonner les radios de déclarations enflammées et d'hymnes patriotiques. Il est absurde de se bourrer d'armes et de grossir les effectifs d'armées inadaptées à leur rôle et, en fin de compte, ruineuses. Le courage, la force, l'esprit de sacrifice et de résistance, la foi révolutionnaire sont ailleurs.

Ces qualités sont dans nos paysans affamés et abandonnés, dans nos ouvriers vivant au jour le jour, dans nos artisans et nos petites gens qui travaillent de leurs mains. Elles sont dans notre jeunesse étudiante ou ouvrière; elles sont dans le peuple que l'on méprise et exploite, que l'on maintient à l'écart, dans l'analphabétisme, la faim et l'injustice. Elles sont dans le peuple travailleur qui ne connaît de la liberté que le nom, de la démocratie que les élections truquées, du socialisme que la misère, des droits syndicaux que la férule d'un parti unique - le plus souvent inexistant, hors des limites de ses bureaux.

DANS LE MONDE ARABE

M. BOUDIAF

tout où existe un parti réellement révolutionnaire, capable, grâce à son programme clair, d'organiser pour la lutte le grand nombre des travailleurs, la victoire se profile à l'horizon. C'est ainsi que, malgré des difficultés énormes, Cuba, la Chine, le Vietnam ont pris leur destin en main. Ailleurs, au contraire, il n'y a que recul, retraite, défaite et humiliation.

La réalité de la seconde moitié du XX^e siècle est déterminée par le duel à mort entre l'impérialisme et les classes opprimées du monde entier. Dans cet affrontement, l'Union Soviétique et ceux qui la suivent ont choisi de "coexister" d'abord - autrement dit, de laisser faire et, dans la mesure du possible, de profiter des conflits en cours au mieux de leurs intérêts et de leurs influences de pays développés. Ceux qui leur porteront une confiance aveugle connaîtront des lendemains amers, marqués de lâchages sans cesse plus écoeurants.

Aujourd'hui, pour nous tous, l'heure du choix est venue:

- ou bien nous accepterons de nous laisser digérer, en nous mettant sous la dépendance d'une grande puissance, Etats-Unis ou même Union-Soviétique, et nous devons renoncer à la lutte pour nos propres intérêts;

- ou bien, nous nous organiserons, nous établirons chez nous le pouvoir des ouvriers et des paysans et, renonçant à la politique de prestige qui ne profite qu'aux exploités en puissance, nous bâtirons des régimes socialistes qui ne dépendront que de nos propres forces et de celle de nos seuls alliés: les classes exploitées du monde entier.

révolution dans le monde arabe

Face à ce dilemme, où en est le monde arabe ?

Nous l'avons déjà dit, aucun des Etats arabes ne peut être classé dans la catégorie des pays socialistes. Là même où ne subsistent pas de pouvoirs monarchiques féodaux, nous avons affaire à des gouvernements militaires ou petits bourgeois, régimes policiers, constitués de véritables castes de profiteurs. Dans cette mesure, le pseudo-clivage entre régimes ré-

A ces ouvriers, à ces paysans, à ces jeunes, à ce peuple travailleur, tout le pouvoir doit revenir.

C'est la condition de l'efficacité dans la lutte.

Si nous nous inspirons de ces principes pour tracer notre voie dans la crise qui a secoué le Moyen-Orient, nous arriverons à des conclusions indiscutables:

- la seule stratégie anti-impérialiste possible exige l'alliance politique avec les exploités qui combattent les armes à la main, pour la libération des peuples.

Pas d'alliance avec les pays nantis, Union Soviétique comprise, ni avec les régimes qui en dépendent.

Pour vaincre le sionisme, agencé de l'impérialisme, les menaces d'extermination et le renforcement des cliques militaires n'ont aucune utilité pratique. Il faut mobiliser les peuples du Moyen-Orient pour qu'au moment le plus favorable du point de vue du rapport des forces mondiales, ils déclenchent une action de masse qui mette fin à "l'Etat" sioniste, sans pour autant se livrer à aucun génocide;

- le seul moyen de mobiliser les masses contre l'impérialisme consiste à laisser le maximum d'initiatives au peuple travailleur.

Assez de privilèges accordés aux cliques militaires. Partout doivent s'organiser d'authentiques milices, basées sur les comités d'ouvriers et de paysans.

Ainsi, la lutte contre l'impérialisme et ses défenseurs au Moyen-Orient deviendra un moment de la lutte pour la révolution socialiste arabe.

Il est grand temps de prendre parti et tous les peuples arabes, après cette dure épreuve sont placés devant le choix:

- ou bien, dans chaque pays, l'alliance de la paysannerie, des ouvriers, des intellectuels socialistes, de la jeunesse, des soldats: qui auront compris que leur intérêt est du côté de leur peuple, se réalisera et engagera la lutte; et dans ce cas ni le sionisme, ni l'impérialisme n'y pourront rien;

- ou bien tout continuera comme par le passé et il n'y aura au bout du chemin que d'autres impostures, d'autres défaites, que le cortège des humiliations et des servitudes qu'elles entraînent.

PEUPLES ARABES, UNISSEZ-VOUS CONTRE TOUS VOS EXPLOITEURS!

LA VRAIE NATURE

- une enclave coloniale
- un état capitaliste
- un bastion du racisme
- un avant-poste de l'imperialisme

La fabrication de "l'Etat" fantoche d'Israël au Moyen-Orient est le point de départ d'une longue suite d'agressions contre les peuples arabes et, en particulier, contre le peuple Palestinien. Une analyse en profondeur des caractéristiques de "l'Etat" sioniste est indispensable si l'on veut comprendre et interpréter correctement les récents événements du Moyen-Orient.

I - ISRAEL EST UNE ENCLAVE COLONIALE EN TERRE ARABE -

Rappelons brièvement les circonstances de la création de "l'Etat" d'Israël.

Les débuts de la colonisation sioniste en Palestine ont coïncidé avec la poussée coloniale des années 1880, vers l'Afrique. Le rêve des sionistes était la création d'un Etat juif où devaient converger les Juifs du monde entier et de la naissance d'une nationalité juive basée sur des liens religieux et de prétendus liens raciaux. Cependant, l'idée attire peu de monde jusqu'en 1897. Au congrès sioniste de Bâle, Théodore Herzl définit l'objectif du sionisme: "Créer en Palestine un foyer pour le peuple juif garanti par le droit public". La ligne générale de la colonisation sioniste en Palestine fut tracée. Une "Organisation Sioniste Mondiale" fut créée, ainsi que des institutions bancaires pour financer la colonisation: "Trust Colonial Juif", "Commission pour la Colonisation" etc... Le but avoué du mouvement sioniste était d'occuper, par n'importe quel moyen, la terre de Palestine et d'y chasser les habitants. Pourtant, en 1914, malgré les efforts des sionistes, leur mouvement n'avait remporté aucun succès: ils restaient l'infime minorité (1% des Juifs du monde entier) et, en Palestine, les Juifs constituaient moins de 8% de la population totale et possédaient 2,5% du territoire.

Avec la fin de la première guerre, l'empire Ottoman s'effrite et les grandes puissances européennes s'intéressent de près au sort de la Palestine. Les uns, en particulier la France, sont partisans de l'internationalisation de la zone à cause de la proximité du canal; la Grande-Bretagne, quant à elle, souhaite ardemment obtenir le contrôle de cette région. Quant aux Palestiniens, personne ne leur demande leur avis. Les Anglais obtiennent gain de cause et reçoivent de la S.D.N. le mandat sur la Palestine, en grande partie grâce au soutien actif du mouvement sioniste qu'ils récompensent par la déclaration dite de "BALFOUR", aux termes de laquelle l'Angleterre donne son appui à la création d'un "Foyer National Juif" en Palestine.

Par ailleurs, les Britanniques reconnaissent "l'Organisation Mondiale Sioniste" comme représentante des Juifs, sous le nom "d'Agence Juive", à laquelle ils accordent toutes les facilités en vue de provoquer une immigration massive de Juifs qui bénéficieront de domaines publics et qui seront autorisés à constituer une force armée juive: la HAGANA, alors que ces droits sont refusés à la majorité arabe. La Grande-Bretagne se montre, en outre, très indulgente à l'égard des groupes terroristes STEPN et IRGOUN.

C'est donc l'alliance entre le colonialisme sioniste et l'imperialisme anglais qui a permis la colonisation sioniste de la Palestine.

En 1947, grâce à cette poussée vigoureuse, les Juifs sont au nombre de 600.000, c'est-à-dire un tiers de la population, mais ils ne possèdent que 6% des terres. Depuis quelques années, le sionisme a changé d'alliés, il a trouvé dans les USA un allié plus engagé et plus ferme - c'est aux U.S.A. que l'Organisation sioniste est la plus puissante. Ce sont les Améri-

cains qui provoquèrent la création de "l'Etat d'Israël". En effet, lors du vote de l'O.N.U. sur le plan de partage, aucun pays africain ni asiatique ne se prononce en sa faveur. C'est sous la pression américaine que par 33 voix contre 13 et 10 abstentions que le projet fut adopté. La résolution attribue 57,47% du territoire de la Palestine à "l'Etat juif", alors que les Juifs n'étaient qu'une minorité. Mais ce plan ne fut guère respecté car, les sionistes, reprenant à leur compte les sinistres thèses nazies de "l'espace vital", se dépêchèrent d'élargir les frontières qui leur étaient fixées par la force des armes - opération répétée depuis à plusieurs reprises.

En effet, au fur et à mesure que les forces britanniques se repliaient, les organisations militaires juives occupaient les régions libérées et, par le recours aux raids terroristes, les vidaient de leurs habitants. L'armée britannique se contentait de réprimer la résistance palestinienne. A cette époque, on pouvait lire dans le journal "Dour-Hagore": "Les Juifs doivent purifier leur patrie des usurpateurs; que les musulmans s'en aillent au Hedjaz ou dans le désert; quant aux chrétiens, ils pourront émigrer au Liban"... C'est alors la purification, comme on peut le constater:

- le 9/5/48, massacre de Dier-Yassine, razzia sur le village, hommes, femmes et enfants sont fusillés sur la place publique: 250 victimes, exploit à porter au compte du groupe Stern.

- le 11/5/48, raid contre le village de Nasr-Eddine: 40 survivants.

C'est dans cette foulée que le comte Bernadotte, médiateur de l'O.N.U., fut assassiné le 11 septembre 1948, par les terroristes du groupe Stern.

Le 15 Mai 1948, "l'Etat" d'Israël fut fondé et de nombreux territoires sont investis par les armes. Après la défaite des armées arabes, alors encadrées par des officiers anglais, et la trahison de Abdullah de Jordanie (qui obtient pour prix de sa félonie un morceau de la Palestine: la Cisjordanie), les Palestiniens sont abandonnés à la terreur juive et ils sont obligés de quitter leur pays en masse et voient tous leurs biens confisqués - 40.000 Palestiniens ont fui la seule ville de Haïffa.

L'installation d'Israël est le fait des armes et de la force. C'est de la force qu'il tire la source de son existence.

Depuis 1948, 2 millions de Juifs sont venus occuper le territoire de Palestine et "l'Etat" d'Israël est parvenu à annexer les trois quarts du territoire. Après l'agression du 5 juin dernier c'est un territoire deux fois plus grand qui est en voie d'annexion.

L'AGRESSION CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN -

Le peuple palestinien fut contraint soit à périr soit à partir. Les Britanniques ont largement aidé à la réalisation de cet objectif - comme le dévoile Weizmann dans ses mémoires: "Et je ne trahis aucun secret en disant que nous nous sommes mis d'accord avec l'Angleterre pour qu'elle nous livre la Palestine débarrassée des Arabes avant la fin du mandat". Aujourd'hui, on compte 1.200.000 réfugiés en Jordanie, 400.000 à Gaza, 10.000 en Syrie, 130.000 au Liban, 10.000 en Egypte, 10.000 en Irak et Koweït. Leur condition d'existence dans les camps de réfugiés sont des plus lamentables. La création de l'U.N.R.W.A. par

D'ISRAEL

L'O.N.U., avec un budget de 40 millions de dollars ne résout pas le problème. Seule une partie des réfugiés reçoit une aide de 50 centimes par jour.

Le caractère colonialiste de "l'Etat" d'Israël est confirmé par l'opération de spoliation des biens appartenant aux Palestiniens par une série de lois:

- loi des absents, de 1950 qui met sous séquestre les biens des Palestiniens qui ont quitté la Palestine à la date du 2 novembre 1947;

- en 1952, loi de l'appropriation des terres qui a permis l'expropriation de terres appartenant aux Arabes, sous divers prétextes;

- enfin, en 1953, une loi attribue définitivement à "l'Etat" toute terre non exploitée par le propriétaire lui-même.

D'après les experts, les biens confisqués atteignent le chiffre de 5 milliards 800 millions de dollars dont les revenus annuels bruts, en 1947, atteignaient la somme de 160 millions de dollars: soit 4 fois le budget de l'U.N.R.W.A. A cela il faut ajouter les "avoirs" sterling revenant à la Palestine qui furent bloqués par le gouvernement britannique le 22 février 1948, ainsi que les droits et propriétés appartenant au gouvernement du mandat, cédés à Israël (le 1er mai 1951, 14 millions de livres sterling furent débloquentes en faveur d'Israël).

II - ISRAEL EST UN ETAT CAPITALISTE ET RACISTE -

Israël s'évertue à glorifier ses réalisations économiques et sociales. Ces dernières sont présentées aux pays d'Afrique et d'Asie comme autant d'exemples à suivre.

La propagande tapageuse consistant à assimiler les kibboutzim aux kolkhozes russes ne peut convaincre personne quand on sait que ce système économique n'intéresse que 3,3% de la population et que, par ailleurs, les Arabes en sont totalement exclus.

Cependant, le caractère capitaliste de "l'Etat" sioniste apparaît clairement quand on se réfère à des analyses économiques faites par des économistes Israéliens.

L'un d'eux, le docteur Chaouï Zarchi écrit: "Israël est un cas privilégié... L'immigration européenne l'a pourvu d'un nombre pléthorique de cadres expérimentés; l'immigration en provenance des pays musulmans ainsi que la minorité arabe autochtone lui ont fourni une main-d'oeuvre abondante et peu onéreuse".

D'autre part, un flot constant de capitaux n'a cessé de défiler sur Israël: entre 1949 et 1964, près de 6 mille millions de dollars sont entrés dans les caisses israéliennes, soit une moyenne de 400 millions par an. Cette énorme importation de capitaux étrangers a représenté en 1962, 34,3% du revenu national d'après Shouï Zahri qui ajoute: "Le rôle décisif du capital étranger a eu une conséquence importante... L'isolement géo-politique du nouvel Etat entraîna sa dépendance quasi-totale vis à vis de l'Occident. Il fallait bien attirer les investissements étrangers en leur offrant de multiples privilèges; libéraliser l'économie pour rassurer les bayeurs de fonds américains, français et anglais... Offrir aux immigrants fortunés la possibilité de faire fructifier leur argent"...

L'HISTADROUTH (Centrale Syndicale Israélienne) se transforme progressivement en une "centrale patronale". Selon une statistique officielle, 2.000 nouveaux millionnaires "partis de rien", ont édifié leur fortune au cours des toutes dernières années. En fait, on voit que les sionistes ont édifié un Etat capitaliste, basé sur l'exploitation des minorités raciales.

ISRAEL: ETAT RACISTE -

Ce caractère raciste est lié intimement à la structure capitaliste d'Israël. Les impérialistes usent du racisme pour mener leur campagne d'exploitation dans les pays afro-asiatiques, en Israël, aux U.S.A. et en Afrique du Sud au nom de prétendues supériorités raciales.

B.L. n° 13 juil. août 1967.

Toutefois, Israël tire son caractère raciste principalement de l'idéologie sioniste. Le sionisme se définit comme la foi en l'unité nationale de tous les Juifs, identifiés comme tels, en fonction de leur supposée origine ancestrale commune. Ni la religion ni la langue ne constituent le présumé "lien national" des Juifs (la langue hébraïque ne fut ressuscitée qu'après la naissance du sionisme). Seules des "hypothèses" biologiques (être descendant de juifs) rendent, aux yeux des sionistes, une personne "juive". Haïm Cohen, Juge de la Cour Suprême d'Israël, s'écria en 1963: "L'amère ironie du sort a voulu que les mêmes thèses biologiques et racistes propagées par les nazis servent de base à la définition officielle de la judaïcité au sein d'Israël"... Il est donc parfaitement clair que le sionisme s'identifie à une race. Cette identification raciale donne lieu à trois corollaires: l'auto-ségrégation raciale, l'exclusivisme racial, la suprématie raciale.

1°) Auto-ségrégation raciale. De Herzl à Weizmann, de Ben Gourion à Goldmann les leaders sionistes ont incessamment prêché que le principal ennemi du sionisme n'est point "l'antisémitisme", mais "l'assimilation juive" (il faut entendre par assimilation le refus de nationaux Juifs des thèses sionistes). Selon la pensée sioniste, l'assimilation entraîne la perte de "l'identité juive"; elle constitue le prélude à la dissolution et l'élimination de la "nation juive". Par conséquent, "l'auto ségrégation" est la riposte adéquate à "l'assimilation juive", l'unique voie de la "rédemption" et du "salut" de la nation.

2°) L'exclusivisme racial. En vertu de cette logique, le sionisme rejette toute coexistence des communautés juives et non juives sur le territoire du regroupement juif. La pureté de la race et l'exclusivisme racial restent le fondement essentiel de l'idéologie juive. L'idéal sioniste exige le "retour" de tous les Juifs du monde en "exil" à la terre à "destination juive", à savoir la Palestine, ainsi que l'éviction de tous les non juifs de cette terre... Ce sont là deux conditions fondamentales de la "rédemption nationale" juive.

3°) La suprématie raciale. Ainsi rassemblé et seul, le "peuple élu de Dieu" pourrait manifester la supériorité de la "race juive" et atteindre son "destin spécial".

Jamais, l'esprit humain n'a élaboré une construction aussi achevée en matière raciale. A cet égard, une différence profonde existe entre le racisme sioniste et les formes familières du racisme européen depuis la colonisation de l'Afrique et de l'Asie. Aussi séparés et inégaux qu'ils fussent, les colons et les "indigènes" ont généralement coexisté sur un même territoire. Rien de semblable pour les colons sionistes qui isolèrent les Arabes en Palestine et les évincèrent ensuite de leur patrie. Il est certain que nulle part en Afrique ou en Asie, ni même en Afrique du Sud ou en Rhodésie, la suprématie de la race européenne ne s'est manifestée avec un zèle aussi passionné pour un exclusivisme racial entier et une expulsion physique des populations "indigènes", comme elle l'a fait en Palestine, sous la bannière du sionisme.

Les victimes directes de ce racisme étouffant sont ce qu'il reste de la population palestinienne vivant en Israël et qui s'élève à près de 300.000 personnes (210.000 musulmans, 60.000 chrétiens, 30.000 druzes). Leur situation est similaire à celle des Noirs d'Afrique du Sud et des U.S.A. Ils sont sous l'emprise de lois d'exception dans une vingtaine de zones fermées, véritables "ghettos" où des officiers militaires, disposant d'un pouvoir discrétionnaire, peuvent restreindre la liberté de mouvements des habitants, assigner à résidence, imposer un couvre-feu. Leurs biens, terres et habitations, sont sujets à la confiscation sans indemnisation, par décret administratif et sont alloués aux nouveaux immigrants juifs. Enfin, la population arabe constitue, pour les capitalistes sionistes, une réserve de main-d'oeuvre disponible à bon marché. Privés de tous droits civiques, les Arabes d'Israël se voient interdire l'accès à la fonction publique et le droit à l'instruction. Par le biais du racisme, cette population est réduite à l'état d'un sous-prolétariat mal rétribué et assujettie au chômage et à l'obscurantisme. A ce racisme anti-arabe il faut ajouter celui qui prend pour cible les Juifs originaires d'Afrique du Nord (Safardi) qui sont soumis aux brimades et aux vexations et forment de véritables sous-citoyens.

Les leaders sionistes ne font pas mystère de leur désir d'agrandir le territoire déjà conquis. Ils rêvent d'un ensemble national juif de 5 à 6 millions de personnes. Pour cela de nouveaux territoires sont nécessaires. Weizmann écrit dans son livre "Naissance d'Israël": "Je sais que Dieu promet la Palestine aux enfants d'Israël, mais je ne sais pas quelles sont les limites qu'il a établies. Je crois qu'elles étaient plus vastes que celles qui nous sont proposées et comprennent peut-être la Transjordanie"... De son côté, dans un discours adressé aux étudiants de l'Université hébraïque en 1950, Ben Gourion déclare: "Ceci n'est pas la véritable carte d'Israël, vous devez lutter ardemment, par la conquête ou la diplomatie, pour établir l'empire d'Israël qui doit couvrir l'ensemble du territoire allant du Nil à l'Euphrate"...

III - ISRAËL, BASE D'AGRESSION IMPÉRIALISTE -

La création d'Israël ne se réduit pas à l'occupation de la majeure partie du territoire de la Palestine et à l'expulsion des Palestiniens. Son implantation au Moyen-Orient répond aussi à des impératifs stratégiques impérialistes. En cela, l'existence d'Israël constitue une menace constante pour les mouvements de libération nationale au Moyen-Orient et en Afrique.

Depuis la chute de l'empire Ottoman, la Palestine n'a cessé d'être l'objet de convoitises impérialistes. Située au carrefour de trois continents, près du canal de Suez et ouverte sur les gisements pétroliers arabes, elle présente les caractéristiques essentielles qui ont permis la convergence et la communauté d'intérêts sionistes et impérialistes. Ces derniers se rendent bien compte que l'établissement d'une enclave étrangère au Moyen-Orient - ayant des prétentions historiques ou bibliques - serait de nature à sauvegarder leurs intérêts face aux menaces du mouvement nationaliste arabe.

Avant et après sa naissance, "l'Etat" des colons sionistes eut recours à la violence en tant que moyen de choix pour l'intimidation et l'éviction des Palestiniens. Depuis son établissement, "l'Etat" sioniste dirige sa violence aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur: contre les arabes, soumis à sa juridiction et contre les Etats arabes avoisinants. L'agressivité sioniste se manifesta par des massacres et la destruction des villes et villages arabes tels que Igrith (décembre 1951), Al-Tirah (juillet 1953), Abou-Ghosh (septembre 1953), Kafr-Qasim (octobre 1956) et Acre (juin 1965). Il convient d'ajouter à ces cas, les pogroms à grande échelle contre les populations civiles de Gaza et Khan-Younis, pendant l'invasion tri-partite de l'Egypte en 1956 et qu'ils viennent de réitérer à Gaza ces derniers temps. Cependant, le prompt recours d'Israël à la violence se concrétise surtout par des attaques militaires en règle contre les territoires arabes avoisinants; outre la guerre de grande envergure déclenchée en 1956 par les sionistes et l'impérialisme anglo-français, des attaques de moindre envergure eurent lieu sur Hama (avril 1951), Qibya (octobre 1953), Gaza (février 1955) et aux alentours du lac Tibériade (décembre 1955 et mars 1962). D'autre part, Israël se veut le gendarme du Proche-Orient. Ainsi, en juillet 1958, après le coup d'Etat d'Irak qui asséna un coup fatal au pacte de Bagdad, Israël mobilise et autorise les avions anglais à survoler son territoire et, en 1966, Levy Eskol, actuel premier ministre, déclare qu'Israël ne tolérerait pas un régime de type syrien en Jordanie.

Toutefois, ce rôle de gendarme lui est assigné par l'impérialisme qui voit dans "l'Etat" sioniste un instrument et une pièce maîtresse de sa stratégie dans cette partie du monde.

Le ministre U.S. de la défense, Mac Namara, expliquait en mars 1966, à Montréal, les raisons des U.S.A. à armer Israël: "La constitution d'un réseau défensif formé par les Etats amis des U.S.A., au Proche-Orient, permettrait de retirer la VIème Flotte de la région". A la même époque, un responsable américain déclarait sans ambage: "Les U.S.A. sont convaincus de leur impuissance à parer directement à chaque éventualité ou incident se produisant dans le monde et qu'ils doivent dorénavant, compter sur la force de frappe d'une nation amie dans la région". Enfin, Dayan (ministre de la défense israélien) disait crûment à un journaliste du "Monde" en avril 1966: "Nous sommes les agents de l'impérialisme? Cette accusation est, bien sûr, ridicule. Certes, nous sommes les alliés, les collaborateurs des puissances occidentales, qu'y a-t-il d'étonnant à cela?"

De telles déclarations sont le comble du cynisme et de l'agressivité. Ce même Dayan est le promoteur du sinistre projet "fédéral", tendant à créer un Etat de type sud-africain où les Arabes palestiniens tiendraient le rôle dévolu aux Noirs en Afrique du Sud. En effet, compte-tenu des oppositions entre les deux populations, dans tous les domaines, il est clair que c'est la communauté la plus développée qui sera la classe dominante dans une telle "fédération".

Lié directement au capitalisme international, en particulier américain, Israël a reçu des fonds soit sous forme d'aide américaine ou de collectes des organisations capitalistes sionistes, soit aussi des réparations de guerre de la part des allemands atteignant la somme de 7 mille millions de dollars. Une telle infiltration de capitaux impérialistes dans l'économie israélienne donne une image flagrante de la collaboration d'Israël avec l'impérialisme. Il devient ainsi possible à un petit Etat qui reçoit une telle injection de capitaux d'apporter une "aide" appréciable aux Etats d'Afrique et d'Asie. C'est ainsi qu'Israël entretient des relations diplomatiques normales avec la plupart des Etats d'Afrique, nouvellement indépendants, sans parler de ses relations privilégiées avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie. Des traités de commerce, des accords de coopération et d'assistance technique furent conclus avec la Côte d'Ivoire, Madagascar, Congo, Ghana, Dahomey, Gabon... Ajoutons à cela que de nombreux chefs d'Etats africains ont rendu visite à "l'Etat" sioniste.

En réalité, la volonté de "l'Etat" sioniste qui consiste à se présenter aux africains comme un Etat avancé du "Tiers-Monde", est une tentative de mystification, tendant à faire croire que le développement d'Israël est basé sur des qualités particulières de ses habitants et sur des techniques nouvelles.

Cette recherche de débouchés africains ne s'explique pas par la volonté d'Israël de se faire admettre comme Etat Afro-asiatique - ses positions à l'O.N.U. en sont une preuve - mais bien dans le cadre de la politique de pénétration impérialiste.

Un bref résumé des votes des représentants d'Israël à l'ONU est déjà suggestif:

- Israël a voté contre toutes les propositions visant à l'évocation du problème algérien à l'O.N.U.

- Lors de la 14ème session, Israël a été l'un des Etats qui ont refusé le vote de mesures de rétorsion contre l'Afrique du Sud au sujet de sa politique d'apartheid.

- Israël a voté contre l'établissement de rapports normaux entre la Tunisie, le Maroc et le gouvernement français.

- Ajoutons qu'à propos de l'agression yankee au Vietnam, Israël n'a pas pris position, alors que le général Dayan s'est distingué en participant à des opérations répressives contre les patriotes vietnamiens.

Enfin, rappelons que les mercenaires israéliens encadrent l'armée de Mobutu au Congo Kynshasa (à côté d'anciens SS) et apportent leur aide à Houphouët-Boigny et Tsiranana. Les faits qui dénoncent Israël en tant qu'agent impérialiste ne manquent pas: citons son appui à l'O.A.S. en Algérie, ainsi que son soutien aux colons portugais de l'Angola, du Mozambique et du gouvernement sud-africain.

De même, les sionistes ont créé à Tel-Aviv un Institut afro-asiatique, subventionné par l'Histadrout; il a pour but de "former" des cadres syndicaux et déploie une activité considérable pour faciliter l'infiltration d'agents israéliens en Afrique. En conclusion, là où l'impérialisme ne peut intervenir directement, pour des raisons diverses, Israël se fait son agent direct. Il est l'instrument du colonialisme et du néo-colonialisme et, de ce fait, l'ensemble du "Tiers-Monde" est concerné.

A la Conférence Tri-Continentale de la Havane, en 1966, Israël et le sionisme furent dénoncés comme suit:

"Le sionisme mondial est un mouvement colonialiste dans sa nature, agressif et expansionniste dans ses objectifs, raciste dans sa structure, fasciste dans ses moyens et instruments".

"Israël, l'Etat des colons est une base et un instrument de l'impérialisme dans son infiltration économique, politique et culturelle sur les trois continents".

"Le droit des Palestiniens à la libération de leur patrie, n'est que le prolongement naturel de leur droit à la légitime défense".

"La Conférence demande de couper toutes les relations politiques, économiques et culturelles avec Israël, comme elle demande son exclusion de toutes les organisations et instances internationales".

"La conférence met en garde contre la prétendue assistance économique et technique d'Israël à certains pays: elle la considère comme une version déguisée de l'impérialisme américain et du néo-colonialisme".

"Elle condamne l'aide militaire, fournie par Israël à certains gouvernements africains corrompus, en particulier le Congo-Léopoldville".

"La Conférence apporte son appui total à l'Organisation de Libération de Palestine (O.L.P.) dans sa lutte".

NON A LA LIQUIDATION DE LA CAUSE PALESTINIENNE

Rogers à son arrivée au Caire proclamait qu'on n'avait jamais été aussi près d'une solution au Moyen-Orient. Son optimisme avait alors paru bien exagéré. Mais, ce que l'on ne savait pas encore, c'est que l'objectif principal du voyage du secrétaire d'Etat américain était de donner un sérieux coup de pouce pour faire progresser le plan de liquidation de la cause palestinienne qui porte son nom.

En effet, la première phase du plan : liquidation des positions militaires des Fedayin, isolement de la Résistance au sein des masses arabes, avait été soigneusement exécutée — grâce au « petit roi », bourreau d'Amman, soutenu par la complicité active des autres chefs d'Etat arabes.

Mais voilà qu'un grain de sable s'est glissé dans la mécanique. Israël entend tirer le maximum d'avantages de la position de force dans laquelle il se trouve du fait de la nouvelle situation.

Car, si Israël ovoit fait mine d'accepter le plan Rogers, c'est parce que la pression des Fedayin devenait dangereuse pour sa sécurité. En développant la Résistance, en accomplissant des actions de guérilla de plus en plus audacieuses, les Résistants palestiniens créaient les conditions d'élargissement de la guerre. Israël était condamné en effet à riposter dans les pays arabes pour détruire les bases arrières de la Résistance, provoquant ainsi une consolidation du mouvement palestinien en soudant autour de lui les masses arabes agressées.

Maintenant que les troupes de Hussein et du Liban font écran et empêchent les mouvements de Fedayin, que sur le canal le cessez-le-feu est devenu permanent, Israël, fidèle à sa politique, se montre plus exigeant et manifeste son intention d'annexer les territoires conquis en juin 1967.

Ni les pressions des U.S.A., ni les rodomontades des dirigeants arabes ne pourront le faire reculer. La seule force qui peut faire plier Israël, c'est la Résistance palestinienne. La capitulation des Etats arabes, soucieux de préserver les intérêts et les privilèges des bourgeoisies dominantes, le consolide chaque jour.

Leur politique a été présentée au départ comme une tactique. Puis une campagne bien orchestrée s'est donnée pour but — en jetant le discrédit sur la Résistance et en démobilisant les masses — de créer un climat de défaitisme tel que la voie de la capitulation deviendrait la seule possible.

Anouar El Sadate, après avoir accepté de « laisser ses armes silencieuses pour donner toutes ses chances à la solution politique » après s'être déclaré prêt « à signer un traité de paix avec Israël reconnaissant à celui-ci le statut d'Etat souverain » et proposé de réouvrir le canal de Suez, est amené aujourd'hui après avoir consulté Rogers à procéder à une gigantesque épuration au cours de laquelle des milliers de personnes soupçonnées d'être opposées aux Américains ont été arrêtées.

Certes, au même moment, il fait des déclarations dures mais en réalité cela est destiné à tromper les masses du Caire. De même que Boumediène qui, tout en signant de plus en plus d'accords avec l'impérialisme américain, prend des positions intransigeantes quant au conflit du Moyen-Orient. Ceci n'est certainement pas étranger au fait que la prolongation de la fermeture du canal de Suez avantagerait le pétrole algérien sur le marché occidental.

Cependant ni les manifestations « spontanées » de soutien à El Sadate, ni la répression ne peuvent masquer la déconfiture de régimes vendus à l'impérialisme auquel ils sacrifient les intérêts nationaux. Elles n'empêcheront pas une nette prise de conscience de se faire autour de la Résistance palestinienne qui peut, si elle prend des positions claires et fermes, jouer un rôle d'avant-garde dans le processus révolutionnaire des masses arabes.

SUPPLEMENT
à EL JARIDA n° 10-11

du 15 juin 1971

La guerre civile en Jordanie

Vingt mille morts, des dizaines de milliers de blessés, les villes de Amman, Irbid, Zarka en cendres, tel est le bilan de la dernière des guerres au Moyen-Orient. A lui seul, le nombre des victimes surpasse celui de la guerre des six jours. Les organisations palestiniennes ont même parlé de génocide.

Ce qui est clair, c'est que des populations civiles, jordanienues et palestiniennes ont été massacrées à l'aide des moyens d'extermination les plus perfectionnés (bombes au napalm et au phosphore) et que les auteurs de cette nouvelle « guerre éclair » contre les masses populaires, ne sont pas, cette fois, les troupes israéliennes, mais celles de l'armée royale jordanienne qui en cette occasion ont fait preuve d'un engagement et d'une détermination qu'elles furent bien loin de montrer au moment de l'agression sioniste du 5 juin 1967.

Il est important d'étudier le déroulement des événements afin de démontrer l'existence d'un complot impérialiste pour la liquidation de la résistance palestinienne, de prouver le caractère prémédité des massacres dans les villes et dans les camps de réfugiés ; de dénoncer la complicité des états arabes et de détruire les arguments de la presse qui tendent à rejeter la responsabilité de cette guerre civile sur les agissements de « quelques extrémistes palestiniens ».

Peut-on croire que les milliers d'enfants, de femmes lâchement assassinés au camp de Wahadate ou que les fedayin blessés ou achevés sur leur lit d'hôpital étaient des « éléments subversifs » obéissant à un complot « ourdi de l'extérieur » comme l'a soutenu la thèse officielle ? L'étendue des désastres, le nombre des victimes ne révèlent-ils pas que la résistance des masses jordanienues et palestiniennes était héroïque face à leur ennemi commun ? Le pouvoir populaire instauré démocratiquement à Irbid, Ramtha, Zarka est-il le fait d'« usurpateurs criminels » ?

LES ORIGINES DE LA GUERRE CIVILE

On peut ramener à deux facteurs l'origine de la guerre civile en Jordanie :

1° Malgré la fourniture massive d'armements par l'impérialisme et l'Union Soviétique, la plupart des états arabes se trouvèrent au cours des années 1969 et 1970 dans une impasse militaire et politique face à Israël. La stratégie de la « guerre d'usure » s'était soldée par une défaite totale. L'aviation israélienne contrôlait les espaces aériens de tous les pays du Moyen-Orient, grâce aux satellites américains qui lui signalaient toutes les modifications des dispositifs militaires arabes ; les troupes sionistes, fortes de l'appui de la VI^e flotte américaine gardaient l'initiative sur l'ensemble du front : 400 morts et blessés sur le Canal de Suez en avril, 1 000 au mois de mai, davantage en juin. Le Sud du Liban fut attaqué à plusieurs reprises, ce qui provoqua l'exode de près de 100 000 personnes.

Dans ces conditions, il devenait clair que le rapport de force sur le plan militaire ne pouvait évoluer de façon favorable aux régimes arabes.

Ces derniers étant incapables, de par leur nature de classe, d'engager efficacement la lutte pour la libération des territoires occupés, par le recours à la guerre populaire (comme les vietnamiens). La seule voie qui leur restait ouverte était celle de la capitulation qualifiée pour la circonstance « de solution politique et pacifique ».

2° Cependant, la résistance palestinienne, du fait qu'elle s'engageait résolument dans la lutte directe contre les positions sionistes, se développait rapidement et elle trouvait un écho de plus en plus large au sein des masses arabes. Les états arabes voyaient avec inquiétude la constitution de cette force dont ils n'arrivaient plus à contrôler les actions. Bien plus, ils étaient obligés d'avoir recours à une surenchère démagogique pour ne pas se laisser dépasser, ce qui entraînait contradiction avec leur volonté de préparer le terrain psychologique à leur capitulation devant les exigences impérialo-sionistes. Dès lors, les conflits entre armées régulières et fedayin se multiplièrent, notamment au Liban où l'armée bombarde les positions palestiniennes au moment où ceux-ci faisaient face à une offensive israélienne et en Jordanie où, au mois de juin 1970 l'armée royale lança une violente attaque contre les commandos palestiniens, faisant plus de mille victimes.

Les organisations de résistance accusèrent alors ouvertement Hussein et en particulier son entourage, de se livrer à des provocations et des assassinats de militants palestiniens en vue de créer des conditions propices à la liquidation de la résistance palestinienne. Elles rendaient plus particulièrement responsable de cette politique le colonel Ben Chakker dont elles exigeaient le départ du gouvernement.

UN COMLOT CONTRE LES PALESTINIENS : LE PLAN ROGERS

C'est alors qu'est né le plan Rogers.

Son but est de légaliser sur le plan international l'agression israélienne de juin 1967, tout en faisant reconnaître par les états arabes l'existence d'Israël auquel on garantira des frontières sûres conformément à la résolution du 22 novembre 1967.

En outre, il reconnaît implicitement à l'état sioniste le droit d'annexer de nouveaux territoires. Quant aux droits du peuple palestinien, le plan Rogers les oublie purement et simplement. C'est en ce sens qu'il faut comprendre que sa mise en application pose comme préalable la liquidation des organisations de résistance, de toutes les organisations.

Le premier plan de « paix » américain présenté en décembre 1969, avait connu un échec retentissant après avoir été prématurément divulgué par les israéliens. Les soviétiques et Nasser rejetèrent ce premier « plan Rogers » avec fracas. La situation n'était pas encore mûre. Israël qui voulait « mouiller » davantage ses amis américains (ces derniers étant par ailleurs obligés de tenir compte de la susceptibilité de leurs alliés dans le camp arabe) poursuivait ses provocations. C'est ainsi qu'il attaqua des objectifs civils autour du Caire, s'enfonçant ainsi profondément dans

le territoire égyptien. L'U.R.S.S. en profita pour consolider ses positions ; à la demande de Nasser, elle accepta d'assurer la couverture aérienne de la R.A.U. Bientôt on apprit que des pilotes soviétiques prenaient part au combat et que le nombre de « conseillers » soviétiques en Egypte atteignait 10 000.

Pour les russes, il était grand temps de faire reconnaître par les américains le caractère irrévocable de leur présence au Moyen-Orient. Ils pressèrent Nasser — selon eux en position de force — de prendre une initiative pour relancer la « solution politique ». Le premier mal, le Raïs faisait un discours public dans lequel il annonçait qu'il accueillerait favorablement de nouvelles propositions américaines. Peu après le gouvernement israélien, bien que partagé déclarait qu'il acceptait « le principe de la résolution du 22 novembre ». Les contacts entre Moscou et Washington avaient, entre-temps, après de nombreuses discussions, abouti à un nouveau « plan Rogers » mis au point conjointement par Sisco pour les américains et Dobrynine pour les soviétiques qui se firent forts de le faire accepter par les arabes et qui secrètement promirent aux israéliens de leur garantir leurs frontières.

Le 19 juin, le secrétaire d'état américain proposa aux trois pays : Israël, R.A.U. et Jordanie la conclusion d'un cessez-le-feu pour une période de trois mois et la reprise des négociations par l'intermédiaire de l'émissaire des Nations-Unis : Gunar Jarring.

Ce n'est qu'après un séjour de 19 jours à Moscou que Nasser accepta le « plan Rogers ». Il fut suivi quelques jours après par Hussein et les israéliens. Le cessez-le-feu entra en vigueur le 7 août au soir.

Quant aux palestiniens, ils furent unanimes à rejeter le plan soviéto-américain dont ils étaient les véritables cibles. D'ailleurs, dès le mois de mars, Arafat avait déclaré : « notre peuple fait face à un infâme complot visant à poignarder sa révolution dans le dos et à l'empêcher de progresser. Ce complot est international et national, externe et interne ». Les événements venaient de lui donner raison. Le peuple palestinien se retrouvait seul pour continuer la lutte, malgré les vantardises des gouvernements irakien et algérien dont les excès verbaux n'eurent d'autres effets que d'aider Nasser à faire accepter à son opinion, un instant réticente, cette « victoire de la paix ».

Le moment était venu pour la résistance palestinienne de compter ses amis car l'affrontement en Jordanie devenait inévitable. Le « plan Rogers » avait réussi à faire passer la contradiction principale entre peuples arabes et agresseurs impérialo-sionistes au second plan et à transférer la lutte à l'intérieur du camp arabe entre partisans de la voie capitulationniste (les états manipulés par les grandes puissances) et partisans de la guerre du peuple (les organisations appuyées par les masses populaires arabes).

Officiellement, les affrontements de septembre en Jordanie sont présentés comme une conséquence des agissements « d'extrémistes palestiniens » et notamment du détournement et de la destruction d'avions américains. En fait, la liquidation de la résistance palestinienne est la condition préalable à l'application du plan de paix « soviéto-américain ». Dès le début du mois de juin 1970, la presse fait état d'un plan visant la destruction du mouvement de résistance.

UN PLAN DE LIQUIDATION PRÉPARE DE LONGUE DATE

Ce plan distinguait deux étapes :

— la première consistait à couper la résistance des masses populaires arabes. En diffusant l'idée selon laquelle le conflit israélo-arabe ne pouvait avoir de solution militaire, les gouvernements arabes présentaient les fedayin comme des aventuriers dont les actions faisaient courir de graves

dangers à la nation arabe. Par ailleurs, le fait que la résistance ait été obligée de se défendre contre les agressions des armées libanaise et jordanienne avait eu comme résultat de restreindre les actions des commandos dans les territoires occupés. Les réactionnaires arabes en profitèrent pour accuser les palestiniens de retourner leurs armes contre leurs « frères » arabes. Au Liban, par exemple, les phalangistes (organisation fasciste) du ministre Pierre Gemayel montèrent des provocations sur des provocations contre les Palestiniens ; ce qui fournit au gouvernement un prétexte pour interdire les mouvements de commandos le long de la frontière israélo-libanaise. En même temps qu'ils essayaient de jeter le discrédit sur les fedayin, les gouvernements arabes manœuvraient pour en faire émerger une troisième force susceptible d'apporter sa caution aux négociations avec Israël.

— dans un deuxième temps, le plan prévoyait l'anéantissement pur et simple des forces de la résistance qui refuseraient de se plier au contrôle des états arabes.

La boucherie qui fit au mois de juin à Amman plus de 1 000 victimes n'était somme toute qu'un test destiné à analyser les réactions de l'opinion à une tentative de liquidation.

En effet, pendant cinq jours les blindés placés sous le commandement du cousin du roi, Zeid Ben Chakker, pilonnèrent les camps de réfugiés. Trois cessez-le-feu furent signés et non respectés par Hussein. Il fallut le coup de main des fedayin contre l'Hôtel Jordan pour que les combats cessent et que le roi accepte de se plier devant la résistance unie.

Un nouveau gouvernement (Rifal) fut constitué écartant Zeid Ben Chakker et le chef Nasser (oncle du roi). Des ministres « pro-fedayin » furent nommés, en signe de bonne volonté. La situation semblait se détendre et les massacres apparaissaient comme le résultat d'une simple « incompréhension ». En réalité, les préparatifs pour un affrontement plus large se poursuivaient en secret. Un pont aérien fut organisé pour le transport de l'armement et des munitions : il durera jusqu'au 16 septembre.

Cependant, les fedayin ne furent pas dupes. Ils comprirent qu'on cherchait à tromper leur vigilance et ils mirent à profit ce répit pour organiser leur défense. Le 7^e Conseil National de la résistance palestinienne prit deux décisions importantes : unification des commandements par la création d'un comité central et volonté d'accentuer le caractère anti-impérialiste de la lutte par la mise en place d'un comité palestino-jordanien dont le but était d'étudier les formes de liaison entre masses palestiniennes et jordanienues.

Mais, enermée dans ses contradictions la résistance ne put transformer les concessions de juin en victoire politique. Elle ne put reprendre l'initiative et passer à l'offensive.

LES DETOURNEMENTS D'AVION : UN PRETEXTE

En détournant des avions et surtout en les détruisant (« nous avons détruit des avions comme nous voulons détruire tous les intérêts des grands capitalistes au Proche-Orient ») le F.P.L.P. ne fit qu'aggraver les contradictions qui opposaient la résistance palestinienne aux états arabes liés à l'impérialisme et au social-impérialisme. Dans le camp palestinien, la plupart des organisations désavouèrent l'action du F.P.L.P. C'est justement ce moment que les américains et les anglais choisirent pour sauver le trône de Hussein. L'Union Soviétique, pour sa part, pressait les arabes d'agir avant qu'il ne soit trop tard car elle pensait que le projet de règlement pacifique pouvait à tous moments être compromis par « des actions irresponsables ».

Dès lors, les conditions semblaient nûres aux uns et aux autres pour

passer à la deuxième étape de leur plan : la liquidation de toute la résistance ; d'autant plus que cette dernière apparaissait plus divisée que jamais et que l'U.R.S.S. se disait forte d'obtenir la neutralité de Damas et de Bagdad. Hussein se rendit alors au Caire (du 20 au 23 août) pour obtenir la couverture de Nasser.

Il tint à préciser « qu'il ne s'agissait pas d'écraser la résistance, mais seulement d'éliminer la mauvaise herbe ». Le Caire donna son accord pourvu que « les choses aillent vite et proprement ».

Début septembre, la Jordanie est pratiquement en état de guerre. De nombreuses fusillades éclatent à Amman tandis que l'armée royale encercle la ville avec son armement lourd.

Le 1^{er} septembre, deux fedayin sont abattus par la garde royale. Le même jour, dans une allocution Hussein proclame : « sa volonté de ne plus tolérer des atteintes à son autorité ». Le comité central de la résistance palestinienne révèle alors « que les tirs provenaient de diverses positions de l'armée jordanienne, du siège de la Sûreté Nationale, du commandement de la police à Abdali, des ambassades américaine et britannique, du palais, de la citadelle et de la porte centrale ».

Le 5 septembre, Hussein crée un Conseil du Roi composé de militaires et de personnalités dont le but est, semble-t-il, d'empêcher les provocations. Mais, il se garde toutefois d'en préciser les pouvoirs. Il pousse le cynisme jusqu'à exprimer, en même temps, ses regrets pour « la mort de plusieurs personnes innocentes ».

Au même moment, une campagne de presse est déclenchée : elle tend à faire retomber la responsabilité de l'effusion de sang sur les fedayin. Les jours qui suivent sont décisifs. Hussein laisse croire que les fedayin en veulent à son trône et qu'il est une victime. La résistance n'a plus qu'une issue, reprendre l'initiative et se donner les moyens de briser cette conspiration. Malheureusement, elle hésite et les événements se précipitent.

Le 15 septembre, un nouvel ambassadeur américain est nommé en Jordanie et le même jour tard dans la nuit Nixon réunit le Special Action Group (Conseil de Sécurité présidé par le conseiller Kissinger, violemment sioniste et partisan d'une « solution finale » pour le peuple palestinien).

LES LIQUIDATEURS DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Le 16 septembre au matin, s'étant couvert de tous côtés, Hussein passe à l'offensive. Un coup d'état blanc confie tous les pouvoirs à l'armée. « Le gouvernement » comprend douze membres, tous officiers supérieurs. Les gouverneurs de province sont aussi des militaires.

Le Premier Ministre est un palestinien, c'est le général Mohamed Daoud. C'est lui qui signa le cessez-le-feu en juin 1967. Il proclame son intention de faire « revenir l'ordre et la tranquillité ». Renié par les siens qui le traitent de vendu, désavoué publiquement par sa propre fille qui rejoint les rangs des fedayin, il « disparaît » en plein milieu des combats et envoie du Caire sa démission au roi.

Le chef d'état-major est le Maréchal Habes El Majali. C'est un seigneur féodal, chef de la tribu des Majali. Il se caractérise par la balise farouche qu'il a toujours portée aux palestiniens. Ancien élève de Sandhurst il fut l'un des principaux lieutenants de Glubb Pacha. Il commandait l'armée jordanienne en juin 1967. Il promet au roi de liquider la résistance en 48 h et dira à ses officiers : « Je vous demande de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour les (les fedayin) liquider tous et libérer la Jordanie de tous les centres de guérilleros ; cela doit être votre premier devoir ».

Le grand patron des blindés, c'est le cousin du roi, le Colonel Zeid Ben Chakker. Après les massacres de juin, il s'était retiré pour quelques semaines à Londres, il est de retour le 16 septembre. Il demande le poste de gouverneur général d'Irbid qui est entièrement contrôlée par les fedayin. Il s'acharnera à détruire systématiquement la ville. Après le cessez-le-feu il refuse d'obéir et continue à massacrer les populations du Nord du pays.

L'ARMEE JORDANIENNE

L'instrument de cette opération, c'est l'armée jordanienne. C'est l'héritière de la fameuse légion arabe constituée par l'officier anglais Glubb Pacha.

Elle est composée dans sa grande majorité de mercenaires recrutés parmi les « bédouins pauvres et ignorants » des déserts d'Arabie Saoudite, d'Irak, de Syrie et du Sud de la Jordanie. Elle est encadrée par des officiers issus de la grande féodalité jordanienne et formés dans les écoles militaires anglaises. Disposant d'un armement anglais et américain, elle contient de nombreux « conseillers » de ces deux pays.

D'une discipline très stricte, entraînée et fortement équipée, c'est une armée de répression aveugle entièrement soumise au roi. Une partie de cette armée est constituée d'éléments d'origine palestinienne. Le plus souvent ils n'ont pas été engagés dans les combats. La résistance comptait sur leur ralliement, à tort semble-t-il, puisque seule une infime minorité a rejoint ses rangs.

LA GUERRE CIVILE EN JORDANIE

La première décision de la junte au pouvoir est de proclamer la loi martiale. Elle affirme « qu'elle frappera d'un poing de fer tout ce qui crée le désordre ». Elle met sur pied de guerre d'importantes unités, équipées de blindés et d'artillerie lourde. La ligne de cessez-le-feu israélo-jordanienne est dégarinée avec la complicité d'Israël.

La population répond à ces provocations par une grève générale suivie unanimement. Le Conseil de la Résistance Palestinienne lance des appels aux états arabes qu'il informe de la situation. Mais il n'obtient pas d'écho.

La première phase de la guerre : du 17 au 20 septembre

Amman est le principal théâtre des opérations. Dès le 17, les sept collines où sont implantés les camps de réfugiés sont prises sous une puissance de feu considérable. Des milliers d'obus s'abattent sur les populations, aucune habitation n'est épargnée. Ordre est donné de tirer sur tout ce qui bouge. Les 600 000 habitants sont obligés de se terrer dans les caves et les abris. S'aventurer dans la rue équivaut au suicide. Cependant, l'eau et l'électricité sont coupées dans les quartiers populaires. Des milliers de blessés glissent sans recevoir de soins. Dans les camps de réfugiés, les vivres manquent totalement, un habitant sur trois restera sans manger plus d'une semaine. Les secours ne sont pas organisés ; par centaines, les blessés et les morts jonchent les rues. Aucune ambulance ne peut évacuer les corps.

Retiré dans son palais, Hussein est détendu. Il se livre à son passe-temps favori : la radio amateur. A un de ses correspondants londoniens, il adresse le message suivant : « le moral est bon, Roger. Dieu vous bénisse et merci beaucoup ».

Durant les quatre premiers jours du massacre, les gouvernements arabes observent un mutisme quasi total. Quant à la presse révisionniste, elle rejette la responsabilité du génocide sur « les extrémistes de certains groupes palestiniens dont les détournements d'avions ont servi de prétexte aux israéliens pour saboter la mission Jarring ». (« Pravda » 21-9-70).

De leur côté, les américains multiplient les manœuvres d'intimidation

et font état de leurs préparatifs de guerre. La 6^e flotte manœuvre au large des côtes arabes. Des avions de transport géants stationnés en Turquie et en Grèce parachutent armes et munitions dans le Sud de la Jordanie. Quant à Israël, il prend parti nettement et Moshe Dayan déclare : « J'ai le ferme espoir que Hussein l'emportera ». Le comité central de la résistance révèle que des hélicoptères israéliens parachutent des vivres et des munitions aux forces royales dans le nord du pays, notamment à Jerash.

Lorsque la résistance palestinienne demande l'aide des troupes irakiennes qui se trouvent à Zarka et dont en principe elle avait l'appui, ces dernières se retirent de la ville et gagnent des positions en dehors de la zone des combats. Les officiers déclarent avoir reçu l'ordre « de laisser passer à travers les lignes toutes les forces qu'elles soient jordanienues, palestinienues ou autres ».

La deuxième phase de la guerre : du 20 au 24 septembre

Elle tourne autour de l'épisode syrien et de la menace d'intervention directe du Pentagone. La stratégie de l'armée royale était simple. D'abord réduire Amman où les fedayin trouvaient un appui solide au sein de la population, notamment dans les camps de réfugiés, en y concentrant le maximum de forces, et ensuite passer à l'offensive dans le nord du pays où les fedayin contrôlaient les principaux centres. El Majali espérait une victoire rapide à Amman, ce qui ne fut pas le cas. Le 19 il lance ses blindés vers Zarka, Jerash, Mafrak et Irbid. Le couvre-feu et la pression des blindés sont maintenus cependant à Amman et le pouvoir compte sur le manque de soins aux blessés, d'eau et de vivres pour parachèver le massacre.

C'est alors que des blindés syriens conduits par des palestiniens se réclamant de l'organisation Saika sont engagés dans le combat. De durs accrochages ont lieu à Ramtha, El Salt, Ajloun. De nombreux blindés jordanienus sont détruits. Hussein est pris de panique, il accuse la Syrie de lâche agression et appelle les américains à son secours. Mais c'est l'Union Soviétique qui répond. Sous sa pression énergique les blindés syriens se replient brusquement alors qu'ils avaient enfoncé les lignes jordanienues. La soldatesque de Ben Chakker en profite, elle se déchaîne contre les populations civiles et s'acharne à la destruction des villes malgré le cessez-le-feu conclu au Caire. Il faudra attendre plusieurs jours pour dresser le bilan : 20 000 morts, des dizaines de milliers de blessés, toutes les villes détruites dans des proportions variant entre 80 et 100 %, 120 000 obus tirés, etc.

UN MASSACRE SANS MERCI

Par-delà ces statistiques très approximatives, il y a les horreurs d'un génocide. Il est à peu près certain que les pertes en hommes des commandos palestiniens sont relativement modestes. Le gros des victimes se compte parmi les populations civiles des camps de réfugiés, tel celui de Wahadate dont la machine de guerre a fait un véritable holocauste, achevant les blessés, massacrant les prisonniers.

Le témoignage des journalistes de retour de Wahadate est à ce sujet suffisamment éloquent : « J'ai pu m'approcher de Wahadate... il y avait là 55 000 personnes... on les massacra... Tout fume encore... cette nuit, pendant cinq heures les bombes sont de nouveau tombées... sur des pans de murs en torchis, sur des ruines... »

«...J'ai vu des centaines de cadavres, des hommes, des femmes, des enfants par groupes, par tas, un immense charnier... un homme s'était jeté sur un enfant, sans doute pour le protéger... Beaucoup d'enfants, des corps déchiétés... un bras, une chaussure d'enfant, de la boue faite de terre et de sang, une jeune fille le ventre ouvert, les longs cheveux

noirs pleins de sang. Des milliers de morts, une odeur insupportable. Tout cela est un cauchemar. » (« Le Figaro », 25-9-70 Thierry Desjardins).

Les témoignages de ce genre sont nombreux. On rapporte qu'à Zarka où ils ont tout détruit, les soldats de Hussein ayant fait plusieurs centaines de prisonniers les ont emmenés dans un camp du désert, puis les ont enfermés dans un souterrain qui servait au stockage des munitions et les ont massacrés.

Dans la même ville, toute maison qui n'a pas arboré un drapeau blanc est systématiquement détruite à coups de canon. Toutes les maisons ont été plus ou moins démolies.

A Irbid, les troupes jordanienues ne font pas de prisonniers. Les civils ont émigré vers la Syrie. On raconte que les mercenaires de Hussein fracassaient les doigts des enfants de plus de quatorze ans quand ils trouvaient des douilles dans les maisons.

La situation sanitaire quant à elle est des plus tragiques. A Irbid, « les blessés et les malades de l'hôpital souffrent de faim et de soif. » Il ne reste plus rien pour les aider. Les blessés affluent à un rythme incessant. Les médecins et les infirmiers travaillent dans des conditions intenable. La salle d'opération d'urgence a été atteinte par les obus et ne peut plus être utilisée ».

A l'hôpital d'Achrajeh, les infirmiers se sont débarrassés des cadavres en les jetant dans un ravin qui borde le quartier.

Les journalistes sont témoins de nombreux cas où les mercenaires jordanienus envahissent les hôpitaux pour achever les blessés. Le carnage est tel que dès la fin des combats on constate un courant d'émigration, de réfugiés palestiniens qui retournent dans les territoires occupés, montrant par là qu'ils préféreraient la répression israélienne à celle de Hussein.

LA RESISTANCE DES FEDAYIN A FAIT ECHEC AU COMLOT

Le complot de la liquidation a-t-il réussi ? L'après des combats témoigne suffisamment de son échec. La résistance des commandos a été des plus farouche, elle a étonné tous les observateurs. A Wahadate par exemple, les hommes valides après huit jours sans vivres, se battaient encore.

En un sens, on peut dire que la résistance palestinienne est sortie renforcée de cet affrontement. Elle a été mesurée à une importante machine d'extermination dotée de moyens modernes et animée par une haine farouche.

Elle en sort aguerrie et plus unie que jamais. Les combats ont été durs et les fedayin se sont comportés avec courage. Un journaliste écrit : « un tireur isolé embusqué pendant trois jours n'a pas été encore délogé malgré les tirs des chars jordanienus contre la maison dans laquelle il s'est retranché ». Grâce à ces actes de courage, les troupes de Hussein n'arrivent jamais, malgré leur supériorité en nombre et en équipements à contrôler toutes les positions. Seul l'accord du Caire permet de sauver le trône.

Des initiatives comme celles d'Irbid ouvrent des perspectives pour l'avenir. Dans cette ville, des comités populaires furent constitués dans chaque quartier. Ils discutaient de l'organisation future de la ville et préparaient sa défense. Un congrès du peuple regroupant des représentants de l'ensemble de la ville décida de résister à toutes les attaques de l'armée jordanienne. A ce propos, on a même parlé de « soviét ».

Le moral des fedayin reste élevé. L'un d'entre eux déclarait à la fin de la bataille d'Amman : « nous avons eu 20 000 morts au cours de cette semaine héroïque, il faut donc arrêter. Le monde entier sait que nous pouvons nous battre maintenant. Nous avons fait nos preuves... Il faut que nous enterrions nos morts et puis nous reprendrons l'initiative ».

RÉSISTANCE PALESTINIENNE

ET

LUTTES DE CLASSES DANS LE MONDE ARABE

Les derniers mois ont été fertiles en événements au Moyen-Orient. Après l'horreur inspirée par les massacres de Jordanie et la mystification des accords du Caire, les intrigues se multiplient : nouvelles propositions soviétiques, réajustements dans les Etats arabes, interventions diplomatiques américaines, plan israélien, relance de la négociation Jarring, simulacre de crise soviéto-américaine, optimisme, puis de nouveau pessimisme devant le durcissement des positions israéliennes, reprise des combats à Amman...

LA POPULATION : CIBLE DES CHARS DE HUSSEIN

Les événements du mois de septembre dernier ont cependant permis de clarifier la situation du monde arabe. En effet, les affrontements ne mirent pas aux prises Jordaniens et Palestiniens comme certains ont voulu le faire croire, mais ils opposèrent bel-et-bien d'un côté les privilégiés (parmi lesquels des notables palestiniens comme Daoud) s'appuyant sur l'armée de Hussein et de l'autre côté, les masses populaires déshéritées, Palestiniens et Jordaniens alliés. De nombreux faits en témoignent. El Majali, chef d'Etat-major général, fut réduit à employer des menaces pour demander aux citoyens de « coopérer avec les forces armées s'ils tiennent à préserver leur vie ». Ce qui n'empêcha pas un mercenaire « bédouin » de remarquer « les habitants aident les Fédayin quand nous arrivons ».

C'est donc la population dans son ensemble qui fut la cible des chars et de l'artillerie de Hussein. Des quartiers entiers, surtout les plus pauvres, les bidonvilles et les camps de réfugiés furent systématiquement détruits. Les troupes engagées contre les Fédayin étaient d'ailleurs soigneusement sélectionnées. Tous les éléments d'origine populaire, les fantasmas en particulier, furent éliminés : seules les troupes blindées et la légion arabe, créée et encadrée par les Anglais, ont participé à la répression.

LA RESPONSABILITE DES ETATS ARABES

Cependant, la classe dominante jordanienne n'est pas seule à porter la responsabilité de ce carnage. Les Etats arabes étaient en fin de compte d'accord pour laisser faire Hussein. Et ce ne sont pas les déclarations tapageuses, ni les menaces tonitruantes qui changeront quelque chose à cette évidence : tous les pouvoirs arabes savaient que le massacre allait avoir lieu et aucun n'est intervenu pour l'empêcher. Yasser Ararat en avait d'ailleurs averti les ambassadeurs arabes à Amman : « Messieurs, veuillez informer vos gouvernements que le roi Hussein a mûrement préparé un plan détaillé qui doit déboucher sur un bain de

sang. Je suis en possession de preuves irréfutables qu'il a l'intention de liquider les résistants palestiniens. Je présume que vos gouvernements ne voudront ou ne pourront rien faire pour nous, mais je tiens à vous informer, afin que vous ne puissiez pas un jour vous laver de toutes responsabilités. »

Cela n'empêcha pas les Etats arabes dits progressistes de se prétendre surpris par les agissements de Hussein. L'Algérie « ultra-révolutionnaire » fit preuve dans cette affaire d'une passivité que le bellicisme tout verbal de la presse algérienne ne peut faire oublier. « Révolution Africaine » prétendit quand même : « L'Algérie aux faits de la conspiration contre les peuples arabes en général et le peuple palestinien en particulier, en intervenant opportunément et massivement (sic), permit à la Résistance palestinienne de tenir le temps nécessaire ».

L'Irak « révolutionnaire » se dépêcha, quant à lui, de retirer ses troupes des lieux du combat, malgré les promesses d'aide à la Résistance qu'il n'avait cessé de faire le jour précédent. En comparaison, l'attitude syrienne peut paraître bien plus cohérente si le lâchage brutal dû aux pressions de Moscou n'avait eu pour effet de précipiter le massacre dans les villes du nord, bien tenues jusque là par les Fédayin. D'ailleurs, le coup d'Etat qui fit suite aux événements de septembre a mis au pouvoir un gouvernement de soi-disant union nationale, comportant des ministres « révisionnistes », qui s'est dépêché de désavouer l'intervention du mois de septembre et d'accepter la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967.

Quant au sommet du Caire, la presse palestinienne fit remarquer à juste titre qu'il avait fallu aux chefs d'Etats arabes quatre jours pour commencer leur consultation et dix pour découvrir que le massacre du peuple palestinien était en cours en Jordanie.

POURQUOI CETTE UNANIMITE CONTRE LA RESISTANCE PALESTINIENNE ?

Elle est le résultat logique du développement même du mouvement national palestinien. Dans le n° 9 d'« El Jarida », nous caractérisions Israël comme « colonie de peuplement établie par la spoliation brutale du peuple palestinien » et « bastion avancé de l'impérialisme, américain surtout, soucieux de préserver ses immenses intérêts dans cette partie du monde ». Cette double nature de « l'Etat israélien » fait de la Résistance palestinienne d'une part, un mouvement de libération nationale pour la « nécessaire reconquête par un peuple de ses terres et de ses biens » et, d'autre part, d'une façon simultanée un mouvement anti-impérialiste engagé dans la lutte directe contre l'impérialisme.

LE VERITABLE ENJEU DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Il suffit de se pencher sur quelques chiffres pour comprendre le véritable enjeu du conflit au Moyen-Orient et pour saisir toute la spécificité du mouvement national palestinien.

Les intérêts pétroliers occidentaux (en premier lieu américains) sont colossaux dans cette région du

monde : plus de 600 millions de tonnes sont produites chaque année (auxquelles il faudrait d'ailleurs ajouter les 200 millions de tonnes du Maghreb), mais c'est surtout du point de vue des réserves que le Moyen-Orient revêt une importance capitale pour l'économie occidentale. En effet, près de 60 % des réserves mondiales reconnues y sont situées et ce chiffre augmente chaque année de façon notable, alors que dans la plupart des autres pays les recherches ont donné des résultats décevants. (Tableau 1).

PAYS	Tonnages en millions de tonnes	% des réserves mondiales
IRAN	7 700	11,8
ARABIE SEOUDITE	14 000	16,8
KOWEIT	9 800	15
IRAK	4 000	6
ABOU DHABI	2 600	4
ZONE NEUTRE	2 100	3,2
QUETAR	550	0,8
LIBYE	4 300	6,8
ALGERIE	1 000	1,5
MOYEN-ORIENT (Total)		59,1 %

La production, le transport, le raffinage, la commercialisation sont entièrement aux mains des sociétés anglo-américaines (ESSO, GULF, MOBIL, TEXACO, STANDARD OIL OF CALIFORNIA, B.P., SHELL) qui opèrent en association par l'intermédiaire de quatre filiales communes : l'I.P.C. (Irak Petroleum Company), l'ARAMCO (Arabian American Oil Company), la K.O.C. (Kuwait Oil Company) et l'A.I.O.C. (Anglo Iranian Oil Company).

Grâce à cette exploitation du pétrole, c'est donc un flux de

richesses représentant plusieurs milliards de dollars qui quitte les pays moyen-orientaux pour l'Occident. Ce flux devient chaque année un peu plus important et il est certain qu'il va s'accroître au cours des cinq prochaines années. Ainsi, l'ARAMCO envisage de quadrupler sa production dès l'année prochaine, de même pour le Koweït et probablement l'Irak.

Sur ces sommes fabuleuses, une partie non négligeable revient sous forme d'impôts et de royalties aux Etats, royaumes et autres emirs arabes dont elle constitue le plus souvent la seule source de revenu. (Tableau 2).

PAYS	% du budget national	1960	1968	1969	1972 *
ARABIE SEOUDITE	88 %	355	954	1 008	1 190
KOWEIT	82 %	465	773	812	960
IRAN	40,6 %	285	835	938	1 110
IRAK	59 %	266	176	483	570
EMIRATS		70	353	431	510
LIBYE	70 %	—	952	1 132	1 650

Les accords de Téhéran et de Tripoli auront pour conséquence l'accroissement appréciable de la part des Etats arabes dans le partage des profits (cela ne touchera pas aux profits des sociétés puisque la hausse est répercutée sur les pays consommateurs) ce qui entraînera d'ailleurs une élévation des prix des produits industriels qui sera en fin

de compte payée par le Tiers-Monde. On comprend dès lors sans peine pourquoi le Moyen-Orient est un « point chaud » depuis plus de vingt-cinq ans, déchiré par les guerres civiles, ébranlé par les coups d'Etat, agressé de façon continue par l'impérialisme-sionisme, convoité par le social-impérialisme russe.

ISRAËL BASE AVANCÉE DE L'IMPERIALISME

C'est dans ce contexte général qu'il faut analyser l'installation d'Israël par la spoliation du peuple palestinien. Base avancée de l'impérialisme au cœur même du monde arabe, « l'Etat d'Israël » a principalement un rôle de *gendarme*. Il est là pour veiller militairement sur les intérêts occidentaux, en échange de quoi aide et assistance lui sont fournies pour sa consolidation et son extension.

Selon un expert américain, M. David NES, l'aide américaine aux Israéliens a représenté entre 1948 et 1968, 1 400 dollars par habitant et par an. Depuis lors, elle a encore augmenté et l'aide publique approchera près d'un milliard et demi de dollars en 1971. Ainsi, il évalue à un total de 36 milliards de dollars les transferts de capitaux publics (11 milliards) et privés (25 milliards) des Etats-Unis vers Israël. A cela, il faudrait ajouter les livraisons d'armes, les échanges de renseignements militaires, etc. (voir le « Monde » du 17 mars 1971).

Ainsi Israël, lié par un pacte à l'impérialisme, profite indirectement de l'exploitation des peuples arabes et du pompage de richesses qui y est effectué. Une des revendications constantes des Israéliens dans la négociation Jarring est d'ailleurs « la fin de la guerre économique » et l'établissement de relations « normales » entre Israël et ses voisins. En d'autres termes, les dirigeants Israéliens veulent participer directement à l'exploitation de cette immense zone sous-développée, riche en capitaux et qui ne demande qu'à être valorisée. C'est dans la logique même de l'impérialisme de chercher sans cesse à étendre sa domination et de trouver de nouveaux domaines « à mettre en valeur » pour accroître ses profits.

Un autre aspect du pacte impérialo-sioniste est que les grandes puissances ont essayé de fermer les yeux sur la politique expansionniste d'Israël : « Nos pères ont atteint les frontières établies par le plan de partage de 1947, notre génération les frontières établies de 1949. Mais la « génération des Six jours » a pu atteindre le canal de Suez, le Jourdain et les hauteurs de Golan. Ce n'est pas fini car, après les actuelles lignes de cessez-le-feu, il y aura de nouvelles lignes. » (Moshé DAYAN). Il s'agit là d'intérêts propres à Israël en tant qu'Etat et qui peuvent à l'occasion être à l'origine de divergences, par exemple actuellement sur la question des territoires occupés.

LA CONTRADICTION PRINCIPALE

C'est pourquoi il est illusoire de compter comme le font certains gauchistes arabes sur un éventuel développement de la lutte des classes en Israël pour la transformation de la situation. Cela reviendrait, en fait, à nier ce caractère exceptionnel d'une colonisation par personnes interposées — immigrants chassés de leurs pays par un antisémitisme violent arrivant au Moyen-Orient avec une mentalité de croisés — et bénéficiant de salaires élevés grâce à l'aide financière des Etats-Unis, des organisations sionistes et des communautés juives à l'étranger et l'exploitation, en Israël même, d'une minorité arabe, ce qui corrompt les rapports sociaux internes et crée une solidarité entre l'ensemble de la population juive.

La société Israélienne est d'ailleurs une société militaire. L'armée y joue un rôle capital, notamment en tant que moyen d'intégration des immigrants et de diffusion d'une idéologie « nationaliste » anti-arabe. L'armée Israélienne est une force de répression politique entraînée à la lutte contre-révolutionnaire et en même temps composée en grande partie de réservistes puisque tous les adultes de 16 à 60 ans, des deux sexes, sont dans l'armée pendant plusieurs mois par an.

LE RÔLE DE L'U.R.S.S.

Parallèlement à la domination impérialo-sioniste, il faut souligner la pénétration du social-impérialisme russe qui a trouvé dans la construc-

tion du barrage d'Assouan une occasion pour faire son entrée au Moyen-Orient.

Portant en partie la responsabilité de la guerre des Six jours, l'U.R.S.S. a su tirer profit de la défaite arabe (dans laquelle elle était pour beaucoup) pour renforcer ses positions, notamment en R.A.U., en Syrie et en Algérie. Actuellement, les Russes semblent pressés de déboucher sur un règlement pacifique qui, tout en stabilisant la situation dans les pays arabes, officialiserait le repartage actuel du Moyen-Orient. Ils ont d'ailleurs à plusieurs reprises condamné la Résistance palestinienne et les formes de luttes populaires. Leur politique, dans cette région, a toujours été de renforcer les régimes en place, de former et de consolider des armées classiques dont on connaît le rôle au niveau de l'Etat, au détriment des intérêts des masses populaires.

Le plan Rogers, résultat d'un complot soviéto-américain avec la complicité des Etats arabes, avait pour principal objectif la liquidation de la Résistance palestinienne, obstacle à la solution négociée.

LE DOUBLE CARACTERE DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

En effet, l'existence de la Résistance palestinienne représente un danger à la fois pour l'impérialisme et le social-impérialisme car elle doit remettre en cause par la lutte armée et l'élargissement de la mobilisation des masses l'existence même d'Israël en tant qu'Etat constitué par la spoliation du peuple palestinien et son expulsion hors de son territoire national. En d'autres termes, pour affirmer son identité nationale, la Résistance palestinienne doit sortir du cadre d'un nationalisme traditionnel récupérable par l'impérialisme et s'attaquer aux intérêts de ce dernier. Mais, du même coup, elle porte atteinte aux Etats locaux qui servent de base à la pénétration étrangère.

Au fur et à mesure que ce caractère anti-impérialiste de la lutte palestinienne s'affirme et prend le pas sur l'aspect libération nationale, les rapports de la Résistance et des Etats arabes se transforment radicalement. Les Palestiniens débouchent peu à peu sur cette évidence que le front de la lutte ne doit pas se limiter au Sinai et à la Cisjordanie, mais qu'il s'étend à travers tous les pays arabes où les intérêts impérialistes sont nombreux, et bien protégés par les armées nationales.

Dès lors, le développement de la lutte des masses populaires, c'est-à-dire l'activation des luttes de classes dans tous les pays arabes, devient une nécessité dans la mesure même où les bourgeoisies autochtones dévoient de plus en plus leur véritable nature de chiens de garde de l'impérialisme. La contradiction Etats arabes - Israël, qui est à l'avant-scène depuis plus de vingt-cinq ans, apparaît comme étant une contradiction secondaire destinée à masquer au prix d'une propagande effrénée la contradiction principale, celle qui oppose le peuple palestinien (qui peut objectivement compter sur le soutien des peuples arabes spoliés, exploités et opprimés) aux impérialistes, leurs alliés sionistes et leurs valets arabes.

NATURE DE CLASSE DES ETATS ARABES

Exploitant à fond la contradiction apparente, les dirigeants arabes se sont servis de l'existence d'Israël comme d'un alibi pour étouffer les revendications des masses arabes; chloroformer le peuple palestinien en lui promettant « de libérer totalement la Palestine » et cacher le pillage et la pénétration impérialiste. Détournant les masses de la lutte des classes, ils ont réussi en utilisant ce prétendu danger extérieur, à réaliser une « union nationale sacrée » qui a canalisé les aspirations anti-sionistes des masses arabes, non pour organiser la guerre populaire contre Israël, mais pour établir fermement la domination des classes dirigeantes sur le peuple. C'est pourquoi après trois affrontements avec Israël, les Arabes n'ont connu que la défaite.

Cette incapacité des régimes à défendre leur territoire national met en évidence la nature de classe de leur pouvoir. Intéressés à l'impérialisme anglo-saxon et yankee, les bourgeoisies arabes atteignent la limite de leur nationalisme à partir du moment où les intérêts impérialistes et donc, les leurs, sont menacés. Le pétrole arabe a continué d'alimenter la guerre contre les Arabes et il coule de plus en plus. L'« ultra révolutionnaire » gouvernement algérien a multiplié les accords pétroliers avec les sociétés américaines et particulièrement avec GETTY dont les biens furent, pourtant, mis sous séquestre pour « activité sioniste ». Pour les classes dirigeantes arabes, le nationalisme fait place au « réalisme » quand elles risquent de perdre de substantielles royalties. GHUZALI, président de la SONATRACH, commentant les accords avec GETTY n'a-t-il pas précisé qu'il s'agissait là « d'une pure opération commerciale se situant en dehors de tout contexte politique ».

L'acceptation du cessez-le-feu en juin 1967 est dans la logique de ce réalisme : il valait mieux abandonner des territoires entiers à l'ennemi plutôt que de poursuivre une guerre qui aurait fini par amener une radicalisation de la lutte et le dépassement des pouvoirs établis par les masses populaires. C'est cette même peur de la guerre du peuple qui a amené « le petit roi Hussein » à détruire sa propre capitale. Ainsi, lorsque la menace révolutionnaire se précise, les classes dominantes sacrifient-elles volontiers l'intérêt national, dont elles se prétendent l'incarnation en temps ordinaire, à leurs intérêts de classe et à ceux de l'impérialisme.

LA RESISTANCE PALESTINIENNE DOIT COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Mais la clarification de juin 1967 a permis le développement autonome de la Résistance palestinienne. Comptant sur leurs propres forces, les Fédayin développèrent leurs actions tout en gagnant en audace, ce qui inquiéta tout à la fois Israël, les dirigeants arabes et leurs protecteurs impérialistes et social-impérialistes.

Le tournant se situe au moment de la victoire de Karamé. Pour la première fois, les commandos démontraient leur capacité à faire échec aux menées sionistes, alors que les troupes mercenaires de Hussein se retiraient presque sans combattre. Les Israéliens, habitués à la complicité des armées régulières, eurent là une désagréable surprise. Ils ne furent pas les seuls. Les Soviétiques, les impérialistes U.S. et leurs valets locaux s'inquiétèrent eux aussi de l'émergence de cette force nouvelle capable de bouleverser leur plan au Moyen-Orient. Désormais, il fallait compter avec le peuple palestinien.

Les Etats arabes, après avoir laissé se développer la Résistance palestinienne pour s'en servir comme atout dans leurs tractations avec les impérialo-sionistes, n'eurent plus qu'un seul souci : limiter l'action des commandos. Conférences et sommets se succédèrent dans le but de faire entendre raison aux dirigeants palestiniens. Certains chefs d'Etat se font même un plaisir de condamner toute action qui sortirait des structures établies, tel Gadafi pour qui « la guerre des masses est un mythe dangereux, les batailles se gagnent avec des armées fortes, bien entraînées, des techniciens longuement formés. Le courage individuel, même renforcé par des armées légères, ne pèse d'aucun poids dans la lutte contre une force régulière. La Palestine ne sera libérée que par l'action concertée et bien préparée des armées des pays arabes, de tous les pays arabes, contre l'ennemi israélien ».

Plus habiles, les gouvernements des pays dits progressistes : Syrie, Irak, Algérie, parlent à tous propos de guerre populaire. Mais ils font tout pour que la Résistance palestinienne ne se définit pas sur une base de classe. Pour eux, le problème palestinien concerne la nation arabe, l'honneur, etc. Les Algériens font

pression sur EL FATH pour que se constitue un gouvernement provisoire, ce qui en l'absence d'un parti d'avant-garde signifie la prise en mains du mouvement par les notables plus ou moins liés aux classes dominantes arabes et le transfert de la lutte du terrain militaire au terrain diplomatique (comme ce fut le cas dans notre guerre de libération nationale).

Mais la sensibilisation et la mobilisation des masses arabes se développent. Elles poussent les Palestiniens à accentuer le caractère anti-impérialiste de leur lutte. Les Américains et leurs intérêts économiques sont désignés pour la première fois comme étant la véritable cible. La conséquence est l'effritement de la solidarité de façade maintes fois affirmée entre les Etats arabes et la Résistance palestinienne. Les intérêts de cette dernière, en tant qu'elle représente le peuple palestinien, s'opposent à ceux des bourgeoisies et petites bourgeoisies dirigeantes pour qui laisser se développer le mouvement palestinien, c'était courir le risque de se démasquer davantage aux yeux des masses populaires qui comprennent que dans ces moments cruciaux l'intérêt national véritable est opposé à celui des classes dominantes. Le roi assassin d'Amman n'est-il pas celui-là même qui se proclamait le premier des Fedayin ?

Dès lors, faute de pouvoir contrôler les gouvernements arabes vont chercher à liquider la résistance palestinienne. Une première tentative est faite au mois de juin. Elle connaît un échec flagrant. Mais, pour la première fois les mercenaires des Hussein faisant fi de l'opinion arabe ont osé s'attaquer aux Fedayin et aux populations qui les soutenaient.

C'est le plan « Rogers » qui fournit une nouvelle occasion. Son auteur ne cache nullement ses intentions : « les derniers événements de Jordanie m'ont convaincu que nous devons réagir vite pour résoudre l'impasse actuelle qui empêche une solution pacifique ». L'offensive de « paix » a abouti à la tentative de génocide de septembre 1970.

Cependant malgré le massacre de milliers de personnes, l'opération a échoué sur le plan militaire du moins. Les commandos bien qu'obligés de se battre sur le terrain de leur adversaire ont fait preuve d'un courage et d'une détermination exemplaires. Une liquidation rapide et bien propre n'a pu se faire. En faisant semblant d'intervenir pour arrêter les « luttes fratricides », les gouvernements arabes ont tenté de transformer l'échec militaire de Hussein en succès politique.

Les accords du Caire avaient pour objectif de préparer la liquidation politique de la résistance. En mettant sur le même plan l'agresseur (Hussein exécuteur des basses œuvres de l'impérialisme) et les agressés (la population des villes et des camps), ils ont purement et simplement entériné la thèse selon laquelle les affrontements seraient dûs aux excès de commandos extrémistes et non à la lutte entre deux lignes opposées :

— La ligne capitulationniste qui est celle des Etats arabes.

— La ligne révolutionnaire, seul moyen pour le peuple palestinien et les masses arabes de triompher.

Dès lors la capitulation est présentée comme la seule solution raisonnable et les Fedayin (extrémistes) se trouvent isolés politiquement !

Le deuxième objectif est de diviser la résistance.

Le département d'état américain proclame alors « les palestiniens devront être partout au règlement de paix et ce dernier devra tenir compte de leurs aspirations », car « il est de plus en plus question chez les Palestiniens d'une certaine entité ».

De leurs côtés, les dirigeants israéliens se déclarent favorables à la constitution d'un état palestinien en Cis-Jordanie. Ainsi, la seule issue pour les Palestiniens, c'est de former un état, un gouvernement et un territoire « ce qui espère-t-on leur donnera une plus juste appréciation du « contexte international » et des « obligations d'un état ». La manœuvre est claire : en reconnaissant le fait national palestinien, les états impérialistes et Israël veulent faire éclater la résistance : entre modérée qui se contenterait d'un état fantôme et extrémistes qui appaîtraient alors comme des jusqu'aboutistes.

OU EN EST LA RESISTANCE PALESTINIENNE ?

Mais au lendemain des massacres de septembre 1970, les organisations de résistance palestiniennes avaient publié leurs autocritiques dans lesquelles elles mettaient en relief les causes de leur semi-échec sur le plan militaire et de leur défaite politique concrétisée par la signature de l'accord du Caire et l'embrassade HUSSEIN - ARAFAT.

Nous distinguons :

1° Autocritique sur le plan militaire

— Pas d'unité de commandement des unités de la guérilla au moment de l'offensive des mercenaires de HUSSEIN.

— Les formes de l'affrontement ont été imposées par l'armée jordanienne. Ce fut une guerre de position et non une guerre de guérilla. L'avantage a donc été dans ces conditions pour l'armée la plus nombreuse, la mieux équipée techniquement. Fort heureusement, une résistance héroïque des Fedayin a limité les dégâts.

— Dans le Nord du pays où les forces de la Résistance étaient plus nombreuses, il y a eu une guerre d'attente et de position, les Fedayin ne sont pas venus renforcer les éléments d'Amman, malgré leurs nombreux appels.

2° Autocritique sur le plan organisationnel

— Privilèges matériels et moraux pour la Résistance (révolution riche).

— Vie bureaucratique (bureaux, voitures, argent, gardes du corps, rapports hiérarchiques base-sommet) : « Nous nous étions embourgeoisés, chacun de nous tenait à son auto, à ses trois ou quatre gardes du corps ; nous avons donné une importance démesurée aux cortèges, aux défilés et aux acclamations. Ignorons tout cela, ignorons les caméras. » (ABOU AYAD - Leader du FATAH).

— Baisse du degré de vigilance et incapacité de passer à l'offensive devant les menaces de HUSSEIN.

— La Résistance a cherché à conserver ses privilèges en préservant les rapports « fraternels » avec les Etats arabes garantissant cette opulence.

— Les centres de l'organisation étaient essentiellement les camps de réfugiés et certains quartiers urbains. Aucune attention n'a été accordée aux masses paysannes (cela a facilité le jeu de HUSSEIN qui a trouvé un appui auprès des paysans).

3° Autocritique sur le plan politique

— Au centre de cette autocritique se trouvent les rapports de la Résistance palestinienne avec les Etats arabes. Ces rapports étaient basés sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures. De ce fait, la Résistance s'est trouvée désarmée politiquement et incapable de gagner l'appui des masses arabes autrement qu'à travers les pouvoirs en place. Le fait que leur cause soit juste a amené les Palestiniens à croire que le soutien des masses arabes allait de soi. Certes les peuples arabes sont sentimentalement attachés à la Résistance palestinienne, mais il fallait transformer ce soutien sentimental en un soutien politique. Cela n'a pas été fait, au contraire. Ce sont les Etats arabes qui ont récupéré ce mouvement à des fins démagogiques. Tout s'est passé comme si la Résistance palestinienne croyait qu'elle pouvait mobiliser les masses arabes en dehors de la réalité de classe de chaque pays, c'est-à-dire de réaliser autour d'elle une « union sainte ». (Cette conception de l'unité arabe et de la révolution arabe est d'ailleurs très répandue).

— Toutes les organisations palestiniennes sont d'accords pour reconnaître qu'il y a eu une politique de palestiniens de la Résistance (identité nationale) au détriment d'une consolidation des rapports avec les masses arabes d'une façon générale et les masses jordanienne d'une façon plus particulière (aspect luttes de classes) : « Notre révolution est-elle exclusivement palestinienne ou arabe ? Le chauvinisme est une des erreurs dans lesquelles nous sommes tombés, une erreur qui a permis aux

Transjordanien de convaincre des gens de bonne foi de porter les armes contre nous. Nous avons eu tort d'être chauvins et notre révolution fait partie du mouvement de libération arabe. » (ABOU AYAD).

— Face à la violence contre-révolutionnaire (préparatifs de HUSSEIN pour massacrer les Fedayin), la Résistance n'a pas su prendre l'initiative, au contraire elle a tout fait pour empêcher la guerre civile (voir tous les accords de cessez-le-feu signés). Elle a attendu d'être agressée pour riposter. Il était alors trop tard.

— Cet aspect est lié lui-même à une surestimation du soutien des régimes arabes et de la capacité de réponse des peuples arabes.

— Pas de travail politique dans l'armée jordanienne qui contient pourtant beaucoup de soldats d'origine palestinienne.

En fait, depuis la période où cette autocritique a été faite, on a eu d'une part la poursuite de la politique de répression de HUSSEIN qui peu à peu a réduit l'initiative de la Résistance palestinienne (voir les nombreux affrontements qui ont eu lieu depuis lors et tout récemment encore à Irbid). D'autre part, la Résistance a été entraînée sur la voie des concessions et a accepté entre autres le désarmement des milices au grand mécontentement des militants de base.

Les revers essayés par la Résistance palestinienne, les manœuvres impérialistes en vue de la création d'un Etat palestinien fantôme (constitué de la troisième force), les complots des Etats arabes et notamment de la R.A.U. ont eu pour conséquence de profonds déchirements au sein des organisations palestiniennes et en même temps dans les organisations entre une base intransigeante et des sommets plus enclins à la conciliation.

C'est pourquoi la dernière réunion du Conseil National de la Résistance palestinienne a eu essentiellement pour objet de replâtrer cette unité de façade.

Cette réunion s'est tenue au Caire et le président EL SADATE a assisté à la séance d'ouverture. Dans son discours, il a dénoncé : « ceux qui ne se battent qu'avec des mots » et affirmé que : « L'Egypte ne reconnaît à personne le droit de lui dicter sa conduite ». Ainsi, les choses sont claires.

A l'ordre du jour de cette réunion, le problème de l'unité des forces palestiniennes devant le développement des négociations JARRING. Il s'agissait, en outre, de définir la stratégie de la Résistance en cas de solution politique, ainsi que la tactique à l'égard des Etats arabes.

En fait, il semble bien que l'on ait abouti à un compromis favorable aux thèses modérées. Cependant, il faut signaler la prise de position à l'égard du projet de création d'un Etat palestinien : « Le Comité central de la Résistance palestinienne rejette tout projet d'établissement d'un Etat palestinien sur une partie seulement de la Palestine et empêchera toute organisation ou groupe palestinien de souscrire à un tel projet. »

QUE FAIRE ?

Le problème palestinien n'est plus un problème isolé, mais c'est maintenant le problème de toutes les masses populaires arabes victimes de l'oppression impérialiste. Les états ayant de plus en plus choisi leur camp, celui de leurs maîtres impérialistes, les contradictions de classe ont pris le pas sur la contradiction Israël - Pays arabes. Les déclarations sur les intérêts de la nation arabe, etc., ne convainquent plus personne.

Cela nous amène à poser le problème de la solidarité avec le peuple palestinien. Les événements des derniers jours l'ont encore montré : la seule façon de soutenir la lutte du peuple palestinien est de travailler à la mobilisation du peuple de son propre pays. Seul, un tel travail aurait pu déboucher ces derniers temps, sur des actions de masses propres à arrêter le massacre de Jordanie. Il est donc plus que jamais urgent de s'atteler à ce travail dans tous les pays arabes, en dénonçant la nature de classe des états, et leur caractère de valet de l'impérialisme.

C'est la seule façon de soutenir les camarades palestiniens, c'est aussi la seule façon de préparer la révolution socialiste dans le monde arabe.

VOIE CAPITULAIRE OU VOIE REVOLUTIONNAIRE

Trois ans après l'agression israélienne de Juin 1967, l'humiliation et le désarroi de la défaite font place à la conviction en l'inéluctabilité de la victoire de la cause des peuples arabes.

UNE DEFAITE SIONISTE

En effet le développement impétueux de la Résistance Palestinienne, qui par ses actions (commandos, détournements d'avions, etc...) affirme son existence modifiée de fond en comble les données du problème du Moyen-Orient.

Le savant édifice de la propagande sioniste s'écroule par pans entiers :

— La nature véritable d'Israël apparaît aujourd'hui clairement, colonie de peuplement établie par la spoliation brutale du peuple palestinien, c'est un bastion avancé de l'impérialisme américain surtout soucieux de préserver ses immenses intérêts dans cette partie du monde.

— Les territoires encore occupés et l'annexion pure et simple de Jérusalem et des hauteurs de Golan viennent confirmer le caractère expansionniste et raciste de l'Etat sioniste.

— Le peuple palestinien, longtemps nié par la dénomination de « réfugiés palestiniens » se fait entendre par la voix de ses enfants en armes. Le problème palestinien apparaît sous son jour véritable : la nécessaire reconquête par un peuple de ses biens et de ses terres.

Seuls les idéologues sionistes veulent encore masquer ce fait en mettant uniquement l'accent sur le sort des juifs en Palestine pour faire oublier celui des palestiniens eux-mêmes.

NOUVELLE AGRESSION, NOUVEAU COMLOT

Mais la résistance palestinienne n'est pas seulement menacée par Israël. D'autres dangers la guettent, ils se sont concrétisés ces jours-ci.

Les Fédayines sont agressés par les forces réactionnaires arabes qui tentent de les détruire. Après les tentatives infructueuses de l'armée libanaise, la « milice spéciale » de l'armée jordanienne a pris pour cible, ces jours derniers, les combattants et les camps des réfugiés palestiniens faisant de nombreuses victimes. L'ampleur des moyens mis en œuvre (blindés et artillerie d'ordinaire très discrets face à Israël) ne laisse aucun doute sur l'objectif de cette action : la liquidation du potentiel de combat de la Résistance Palestinienne. La fermeté de la riposte des commandos a heureusement déjoué ce plan auquel les impérialistes américains ne sont certainement pas étrangers (mobilisation d'une division aéroportée US).

Ces incidents n'étaient pas encore achevés qu'une grande offensive diplomatique était déclenchée pour revaloriser la résolution du 22 novembre 1967 du Conseil de Sécurité des Nations Unies : discours de Nasser,

« plans de paix » américains, pression des Etats Unis sur Israël pour l'amener à assouplir ses positions, attitude favorable des russes... Tout le monde semble d'accord sauf les palestiniens. Ce n'est pas sans raison qu'ils estiment que c'est une nouvelle manœuvre pour liquider la cause palestinienne.

En effet cette fameuse résolution - outre le fait qu'elle légitime l'existence de l'Etat d'Israël en lui garantissant « des frontières sûres et reconnues » - nie le peuple palestinien en prévoyant seulement une solution « juste » pour le « problème des réfugiés ». Du côté des Etats arabes on tente de justifier cette politique en disant que pour des raisons « tactiques » il ne faut poser aujourd'hui que le problème des territoires occupés et non celui de la Palestine. Quant aux palestiniens, libre à eux, une fois les pays arabes voisins libérés de s'attaquer alors à Israël en y installant des maquis... etc... (ce qui reviendrait en fait à retourner à trois ans en arrière !). Un nouveau complot à la fois armé et diplomatique se trame donc contre le peuple palestinien. Nous disons nouveau complot, car, ce n'est pas la première tentative dans ce sens.

MANOEUVRE ET DIVERSION

Sur le plan diplomatique les sommets arabes et autres surenchères verbales ont chaque fois tenté de détourner la colère des masses arabes en leur faisant croire que leur libération dépendait des gouvernements en place.

Une autre tentative de récupération vient du pouvoir algérien qui ne cesse de prodiguer des conseils à la résistance palestinienne, lui offrant même son schéma de Front National qui a fait de la lutte du peuple algérien, un simple tremplin pour l'accès au pouvoir de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie bureaucratique. On tente ainsi de limiter la portée du mouvement palestinien.

A l'opposé certains théoriciens tentent de subordonner la lutte de libération nationale palestinienne à la lutte de classes en Israël en accordant une place démesurée au rôle du « prolétariat juif » d'Israël. Cette conception nous rappelle trop les analyses du PCF-PCA au moment du déclenchement de la guerre de libération algérienne pour que nous nous laissions tromper par ses apparences « marxistes ».

LUTTE PALESTINIENNE ET LUTTE DES MASSES ARABES

Pourquoi ces manœuvres et ces diversions ? Parce que la lutte du peuple palestinien pose un problème à tous les Etats arabes (et pas seulement à ceux qui sont directement concernés par le conflit).

En effet le mouvement de solidarité avec la cause palestinienne débouche de plus en plus sur la remise en cause des Etats en place et sur la dénonciation de leur caractère bourgeois et néo-colonial. Les

succès des actions des commandos face à l'incapacité des armées classiques, la contradiction flagrante entre les déclarations anti-impérialistes des chefs d'Etat et la poursuite de la pénétration impérialiste dans nos pays (les plus gros accords signés par l'Algérie avec des sociétés américaines l'ont été après juin 1967), l'échec des solutions politiques et diplomatiques, sont autant d'éléments qui militent en faveur d'une révolution radicale qui déborde largement le cadre palestinien.

VOIE CAPITULAIRE OU VOIE REVOLUTIONNAIRE

D'un autre côté, si elle contribue à la prise de conscience des masses arabes, la lutte palestinienne leur montre aussi la voie de leur libération. Celle du refus du fait accompli et de l'oppression et de la nécessité de compter sur leurs propres forces pour leur émancipation.

Ceci remet en cause la tranquillité des bourgeoisies arabes et au delà d'elles les plans de l'impérialisme et du social-impérialisme russe. Ce dernier, pour assurer le succès de sa politique de « compétition pacifique » et préserver ses chances de pénétration au Moyen-Orient, tente de détourner les peuples arabes de la lutte révolutionnaire.

Après avoir imposé un cessez-le-feu humiliant en juin 1967 et s'être dépensée pour trouver des solutions diplomatiques, l'URSS a pris le parti de renforcer les Etats arabes pour éviter leur effondrement rapide et l'entrée en scène des masses populaires elles-mêmes. Ceci amène d'ailleurs les russes à s'engager plus qu'ils ne l'auraient voulu dans le conflit (envoi de pilotes et installation de bases de missiles).

Car l'enjeu est très important. Deux voies s'affrontent au Moyen-Orient :

— la voie des solutions « pacifiques », diplomatiques et capitulaires devant les menées agressives de l'impérialisme et de ses valets.

— la voie de la lutte populaire résolue contre les exploiters des masses.

L'HEURE DU CHOIX

Ce débat concerne tous les peuples dominés du monde, mais il acquiert une importance très grande au Moyen-Orient, car plus que partout ailleurs chacun y a choisi clairement son camp : révisionnistes, neutralistes, socialistes petits-bourgeois se retrouvent tous du côté de l'impérialisme face aux peuples en lutte. Ainsi le combat des palestiniens, devient le combat de tous les révolutionnaires arabes car à travers lui apparaissent clairement quels sont les amis du peuple, quels sont ses ennemis et surtout ses faux-amis.